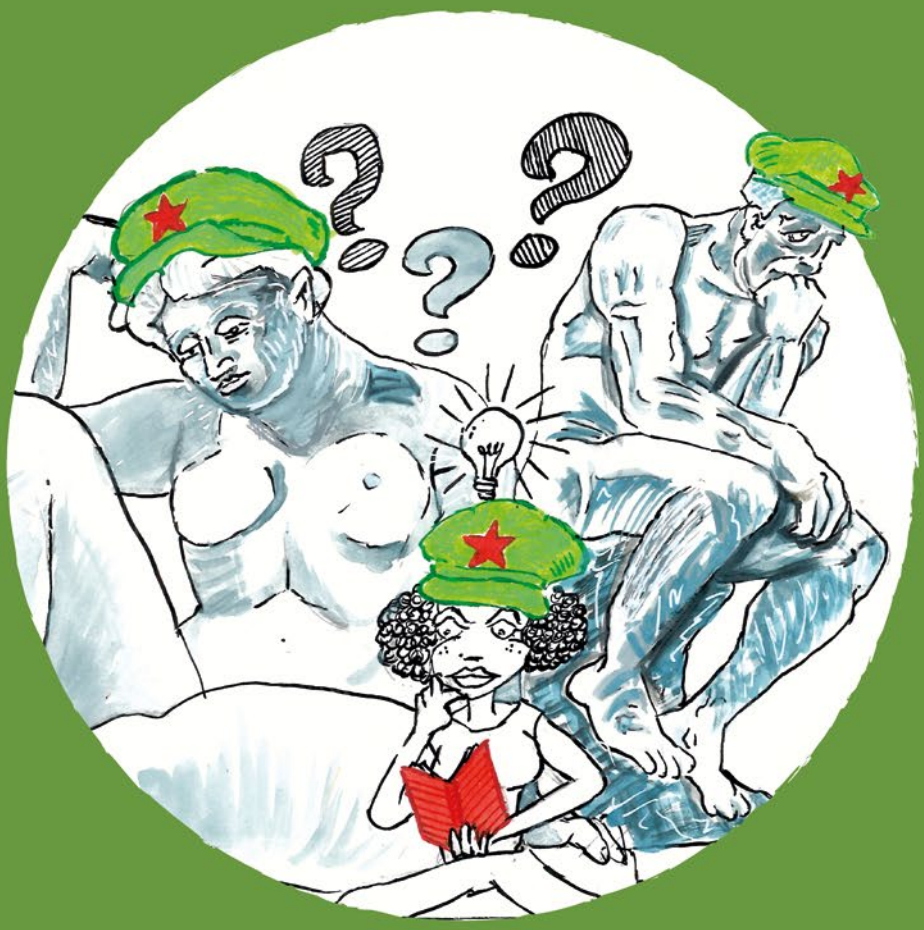
N°25 - JUIN 2025 - 5 €

PARTISAN
MAGAZINE

NOUVELLE ÈRE



NOUVELLES QUESTIONS

TRUMP, LA CHINE ET NOUS

COVID LONG

Publié par
l'OCML Voie Prolétarienne

ocml-vp.org
contact@ocml-vp.org
BP 133 - 93213 Saint-Denis La Plaine cedex

L'OCML Voie Prolétarienne

Ce que nous sommes,

Communistes, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

Communistes, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

Communistes, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme - et particulièrement l'impérialisme français -, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

Il faut une organisation pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Pour mieux nous connaître : www.ocml-vp.org
Pour nous contacter : contact@ocml-vp.org
ou OCML VP - BP 133 - 93213 Saint Denis la plaine cedex

★ ★ ★

L'ensemble des articles de Partisan Magazine, sauf mention contraire,
sont publiés sous la responsabilité politique du Comité de Propagande de l'OCML VP.

PARTISAN est le magazine de Voie Prolétarienne, association suivant la loi 1901
déposée en préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. ISSN : 2427-6685

ÉDITORIAL

C'EST L'ÉPOQUE DE NOTRE DÉMOCRATIE !

2022, invasion de l'Ukraine par l'armée russe. 2023, nouvelle Nakba en Palestine. 2025, réélection de Trump aux USA. Guerre en Europe, génocide sous nos yeux, et fascisme à la tête du pays qui est à la tête du capitalisme mondial ! Mais dans quelle époque entrons-nous ?

Pour comprendre cette époque, il est utile de connaître Marx et Lénine. Si on se reporte un siècle en arrière, le constat de *L'impérialisme stade suprême* était le suivant : le partage de la planète est terminé et un repartage entre impérialistes ne peut se faire que par la guerre. Il est vrai que le partage d'alors était territorial, celui de monopoles coloniaux. Aujourd'hui les limites sont écologiques et économiques, ce sont celles de la mondialisation et du taux de profit. C'est le cœur du capitalisme qui est malade. Il était plus facile, depuis 1945, de se concurrencer à l'amiable, arbitrés par l'ONU, par l'OMC, tant que le gâteau grossissait. Mais quand la croissance se grippe, les instances de la « communauté internationale » sont foulées au pied par les Poutine, Trump, Netanyahou et autres. C'est le retour de la loi du plus fort, du vol et de la violence ; du fascisme.

Que faire dans cette nouvelle conjoncture ? C'est là qu'il faut se souvenir de Marx, et revisiter les années 1930. Il ne faut pas oublier le rôle pionnier du PCF (à côté d'autres comme le PCI en Italie ou le PCP au Portugal). Après une mise en avant de la classe ouvrière d'une manière un peu sectaire, « classe contre classe », c'est, à la suite du VIIe congrès de l'Internationale, et face au danger fasciste, l'alliance avec les socialistes, l'abandon du programme ouvrier et communiste pour celui de la petite-bourgeoisie, la démocratie. La démocratie, c'est bien l'acquis menacé, apparemment.

Sauf que « un se divise en deux », toujours. Il y a deux démocraties, comme il y a deux résistances. La gaulliste et la communiste. Regardez ceux qui sont en première ligne. Les Ukrainiens doivent-ils résister pour sauver leurs oligarques nationaux, c'est-à-dire leurs capitalistes ; pour s'intégrer à l'OTAN et à l'Europe, aux USA et au capitalisme ? Ce n'est pas le point de vue des syndicats et du Sozialnyi Rukh, le Mouvement Social ou des camarades communistes du KSRD. Les Palestiniens de Gaza ont manifesté contre le Hamas, et parlaient du Front Populaire. Ils ont raison, la seule perspective n'est pas l'intégrisme islamique, le racisme anti-juif et une dictature sexiste. Aux USA, les travailleurs, les jeunes, les militants ne peuvent pas se contenter de défendre une perspective démocrate, les Joe Biden et Kamala Harris. Voter Chirac ou Macron pour défendre la démocratie, ça suffit ! Alors, que faire ?

Chargés de rédiger le programme du parti communiste en 1847, Marx et Engels commencent par ces mots : « L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes… une guerre ininterrompue, tantôt ouverte, tantôt dissimulée... ». **La démocratie, c'est la guerre de classe dissimulée.**
Vous voulez rester dans la dissimulation? La démocratie, c'est la richesse des pays impérialistes comme la France basée sur les salaires de misère et les dictatures des pays dominés. C'est, en France même, en 2022, 565 000 accidents du travail

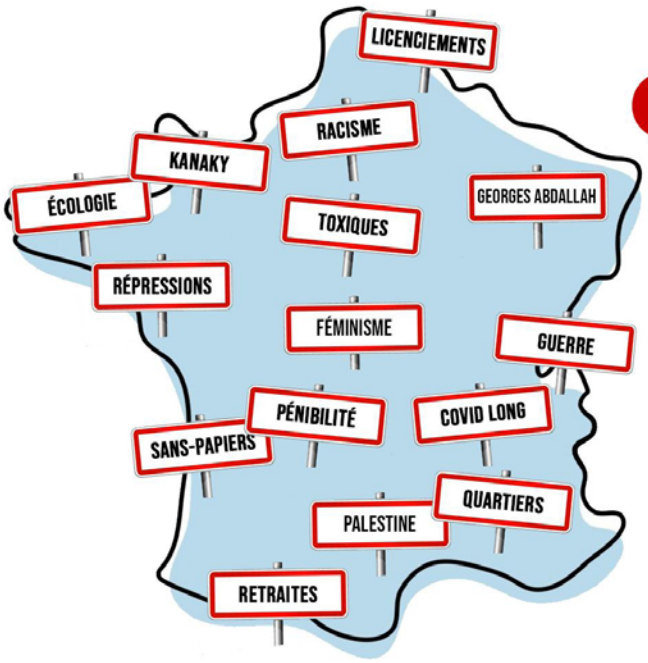
Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

déclarés dans l'année, dont 789 décès (site du Ministère du Travail) – les maladies professionnelles sont largement sous-déclarées. C'est, prévus en juin 2025, 100 000 emplois de moins qu'un an plus tôt (Le Monde, 15 avril), les licenciements à Arcelor ou à Owens Illinois. Et on sait que les suppressions d'emplois, ce sont aussi des suicides, des dépressions, des morts et des blessés. La démocratie, c'est aussi les féminicides et les violences familiales, dont on parle beaucoup comme des faits divers isolés, et qui continuent, comme le reste. Et en France, on tue aussi les bébés : la mortalité infantile périnatale a recommencé à augmenter depuis 2021, pour atteindre 4,1 pour 1000 naissances. En 2024, 2700 enfants sont morts avant un an. C'est une réalité dissimulée, le résultat d'une bonne gestion financière et des mesures d'austérité à l'hôpital, avec en prime la fermeture des maternités. C'est cette démocratie que vous voulez préserver ?

Nous vivons dans une époque de plus en plus raciste, fasciste, guerrière, viriliste, homophobe, pilleuse de la Nature, anti-sociale, dirigée par et au service des plus gros capitalistes. Ce que vous voulez, vous, c'est une démocratie qui soit réellement un pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple, un pouvoir ouvrier. Une « démocratie populaire ». **Alors, dites-le !**
Dites que c'est la seule démocratie possible, la seule manière d'aller de l'avant, de « s'en sortir ». Que peut-on opposer au capitalisme agonisant, sinon un communisme naissant ?

Alors, à quelle époque vivons-nous ? A l'époque où le capitalisme est clairement au bout du rouleau, menacé de mort et menaçant de nous entraîner dans la barbarie avec lui. Nous vivons une époque où il faut, à un système mortifère, opposer un autre système. Et ce pouvoir ouvrier pour le communisme, il se prépare et se construit dès maintenant.

Ce numéro de Partisan est tout entier marqué par ces questions. Ce sont des questions ouvertes. La situation est complexe, les réponses ne sont pas simples, même si nous avons une orientation ferme et résolue. Vous partagez ces débats autour de vous, partagez-les aussi avec le comité de rédaction de Partisan. C'est la période qui nous oblige !



CONVERGER, comment, pourquoi, vers quoi ?

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

CONTRE LA CONVERGENCE DES LUTTES !

Soyons provocateurs : on n'en peut plus de l'enchaînement des mobilisations.
Un exemple, le samedi 25 janvier 2025 sur la région parisienne :
• Manifestation de soutien à Georges Ibrahim Abdallah et manifestation de soutien au peuple palestinien
• Assemblée Générale de la Marche des Solidarités en soutien aux migrants
• Convergence féministe contre l'extrême-droite
Etc. Et on a le même phénomène partout, au moins dans les grandes agglomérations. On voudrait bien être partout, juste c'est pas possible

On ne compte plus les chevauchements de mobilisation, pour l'emploi contre les restructurations, la défense des migrants, contre les violences policières, le soutien à la Palestine ou à Georges Abdallah, au peuple kurde ou aux femmes iraniennes, les questions écologiques et antinucléaires, les manifestations féministes, les victimes de l'amiante, la défense des retraites ou la lutte contre les groupes néo-fascistes, la lutte contre la guerre à venir etc.
Tout.te.s les camarades connaissent ces situations. C'est une caractéristique de la période actuelle : certainement toujours une mobilisation forte et motivée, et en même temps **son éparpillement**. C'est ce qu'on appelle le « mouvement social ». On ne compte plus les associations thématiques qui mobilisent localement ou largement sur tel ou tel sujet. En ce sens, on ne peut pas vraiment parler de baisse du militantisme, plutôt de sa transformation.

Comment on fait ?
Quelle est la caractéristique de la période ? Evidemment, **la tendance à la réaction tous azimuts**. La tendance au développement d'une internationale néofasciste. La tendance à la guerre impérialiste. Et nous savons tou.te.s que ça va se développer. Plus la tendance à la réaction s'accroît, plus les sujets sont nombreux, plus les occasions sont et seront importantes. Le capitalisme impérialisme pourrissant s'enfonce dans une crise structurelle dont il ne peut sortir que par la victoire d'un camp sur un autre, et toujours en faisant payer la note aux peuples et à la classe ouvrière. Voilà la situation d'aujourd'hui et ce qui nous attend pour demain.

Nous affrontons une attaque globale, cohérente, structurée de la bourgeoisie monopoliste : tout bouge en même temps, tout est lié. Et en face nous n'avons qu'une riposte éparpillée et parcellaire.
L'évidence, pour celles et ceux qui réfléchissent un peu, c'est la nécessité d'un programme politique, d'une réponse globale, d'un parti politique pour les porter, pour construire l'avenir. D'une certaine manière c'est ce qu'a compris la France Insoumise, qui tente d'orienter (pratiquement par la force !) tout le mouvement social vers sa perspective électoraliste. Le problème, c'est que c'est un programme complètement réformiste, souverainiste, de capitalisme à visage humain, d'une supposée meilleure répartition des richesses et de la paix sociale, le tout sans bouleversement majeur, juste par un bon vote aux élections. C'est une illusion

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

complète, un faux espoir, mais il marche encore un peu, en attendant de se fracasser sur la réalité du capitalisme en crise mondialisée (on l'a vu face à la crise des droits de douane provoquée par Trump). Le pire, c'est qu'on a déjà connu, avec Mitterrand et le gouvernement de gauche (PS et PC main dans la main) en 1982 avec le plan d'austérité et les restructurations massives qui vont suivre. La mémoire est courte
Non, l'illusion de la FI c'est une mauvaise blague qui détourne les prolétaires et les travailleurs de la recherche d'un meilleur avenir.

Il faut un vrai programme communiste, maoïste, global et cohérent qui trace une perspective positive et enthousiasmante pour notre classe. Parce que tout ce qu'on nous promet est assez sombre, en fait.
Nous avons commencé à y travailler, fruit de notre activité dans la lutte des classes depuis presque 50 ans. Nous avons commencé dès 2008 à mettre en place des « Axes et éléments programmatiques » (voir https://ocml-vp.org/article2488.html). Oh, bien sûr c'est insuffisant, critiquable, à modifier et compléter, on voit par exemple la faiblesse sur les questions du féminisme, ou de l'écologie. Mais c'est un point de départ, voir l'encadré ci-dessous.

Quoiqu'il en soit, tous les militants sincères se heurtent à la situation politique actuelle, qui fait « blocage ».
Désormais, tout le monde se méfie du « politique », magouilleur et sans contrôle, qui prétend parler en notre nom en nous dépossédant de notre vie et de notre avenir. La caricature aujourd'hui étant la France Insoumise.
Du coup, on se réfugie sur ce qu'on peut contrôler, l'efficacité du local, des luttes partielles, thématiques, avec l'impression qu'on a un poids réel : quand on réussit à stopper le chantier de l'A69, petite victoire, mais bien réelle. Quand on empêche des licenciements, petite victoire, mais bien réelle. Quand on obtient la régularisation d'un groupe de sans-papiers, petite victoire, mais bien réelle. Si on obtient la libération de Georges Ibrahim Abdallah, petite victoire mais bien réelle. Et ainsi de suite.
Mais en vérité, sur le fond, sur l'évolution de notre société capitaliste-impérialiste, tout continue à empirer, rien ne change. La tendance à la réaction, le risque de guerre, l'internationale néofasciste sont toujours là. Nous sommes orphelins de NOTRE projet politique.

Bien sûr, il y a eu les Gilets Jaunes qui au-delà de leur confusion aspiraient à combattre « le système » dans son ensemble. Bien sûr, il y a des tentatives intéressantes de donner un sens commun à des luttes diverses comme les débats autour de l'intersectionnalité (arriver à fusionner les questions de classe, de genre, de racisme et décoloniales). Mais on en reste au niveau des luttes immédiates, on ne se donne pas les moyens de construire le programme global et la solide organisation pour avancer réellement, on ne fixe pas le cadre et les priorités.
C'est quand même dire que la préoccupation existe réellement, et qu'il faut la concrétiser

THÈMES DES AXES PROGRAMMATIQUES PROPOSÉS EN 2008

Un autre monde est nécessaire
- Le capitalisme, c'est la concurrence généralisée
- L'impérialisme c'est la guerre
- L'Etat organise et protège le système
- Un capitalisme à visage humain est impossible
- Deux camps aux intérêts irréconciliables
- Une domination hégémonique mais pas éternelle !

Ce que nous voulons : une société communiste !
- Une société sans exploitation, sans classe et sans état
- Pour en finir avec la dictature de la bourgeoisie, la dictature du prolétariat !

Que faire aujourd'hui ?
- Reconstruire un parti communiste
- Faire de la politique autrement
- Travailler à l'unité de classe du prolétariat mondial
- Accumuler des forces pour la révolution

Tirer les leçons de l'histoire !

Quels axes de lutte ?
- Lutter contre l'idéologie bourgeoise
- Luttes économiques et luttes démocratique
- Définir nos besoins dans tous les domaines
- Classe contre classe
- Construire et défendre l'unité de la classe

Désembourber l'avenir !

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Certain.e.s camarades résument la période actuelle à un seul mot d'ordre, qui selon elles et eux concentre la totalité des contradictions politiques actuelles : « **Palestine ou barbarie** ». C'est autour de ce mot d'ordre que selon eux devraient s'unifier toutes les luttes, concentré de la période. Pour les communistes, c'est un point de vue étriqué, spontanéiste, à courte vue – et erroné. Nous avons par exemple entendu avec stupéfaction Rima Hassan affirmer qu'en période de guerre le féminisme devenait secondaire (au sens de renvoyé à plus tard) Et quid du conflit impérialiste entre Chine et USA ? Des licenciements, de la misère et du chômage ? De l'écologie et de la destruction de la planète ? Et ainsi de suite.
Oui, tout est lié, mais on ne peut pas réduire un ensemble de contradictions à une seule d'entre elles.
La seule unification possible contre l'impérialisme dans la période actuelle, elle doit se construire par un projet global et cohérent

Pour l'instant, la tendance à la parcellisation et à l'émiettement, chacun dans son truc, sans préoccupation sur les autres sujets, on picore à droite, à gauche. Ou plutôt on fait confiance aux « autres » sur les « autres sujets ». Avec le risque que des causes importantes soient oubliées ou négligées, que l'éparpillement n'entraîne que confusion et concurrence des causes.
L'hypothèse largement répandue, c'est qu'il faut l'addition des luttes pour les faire converger. Mais une addition des colères et des résistances ne fait pas un projet de société. Non, désolé, les petits ruisseaux ne font pas les grandes rivières. Ce qui se passe, c'est que chacun·e établit, consciemment ou inconsciemment, une hiérarchie des combats personnelle, et met en compétition les différentes luttes. **Au fond, c'est le reflet de l'individualisme qui se développe dans la société actuelle**, attisé par les réseaux sociaux où chacun.e peut se transformer en son propre petit parti politique individuel pour avoir sa petite audience… Au final, cela ne fait que favoriser tous les projets réformistes, qui eux se présentent comme une solution cohérente et pas trop exigeante.

En fait, cela devient en quelque sorte une concurrence des causes particulières qui va supplanter la Politique, pas la politique politicienne, la VRAIE politique pour les prolétaires et les travailleurs.
Dans un éditorial précédent de ce magazine, nous affirmions : « nous avons deux ennemis », la bourgeoisie monopoliste au pouvoir et les réformistes qui la concurrencent sur le même terrain. Il faut aller plus loin : il faut en finir avec la concurrence des causes particulières, l'émiettement des luttes, l'individualisation des combats, l'illusion de la solution par la convergence des luttes.

Contre tous nos ennemis, il faut ne pas avoir peur de s'attaquer à l'ensemble de la situation, sur l'ensemble de la planète. En un mot, faire de la politique, de la VRAIE politique, et ne pas seulement en parler. Il faut reconstruire des solidarités, pas au sens de la solidarité des luttes immédiates, la solidarité et la cohérence du projet. En vrai, c'est la période qui nous oblige, qui nous pousse malgré nous dans ce sens.
Il ne faut pas avoir peur de dépolluer et d'utiliser le mot qui résume tout : « communiste ! ». Comme le disaient Marx et Engels dans le Manifeste du Parti Communiste, « les communistes représentent toujours les intérêts du mouvement dans leur ensemble ».

Cela étant fait, tout reste à faire : étudier la situation actuelle pour actualiser le projet dans toutes ses dimensions, le transformer en politique vivante, concrète, en mots d'ordre, dans toutes les échéances de la lutte des classes, le faire connaître, militer, s'organiser, regrouper tou.te.s celles et ceux qui s'y retrouvent. Un vrai programme de parti ne pourra être élaboré que collectivement, dans cette lutte pour une construction collective. Nouvelle ère, nouvelles questions disons-nous en couverture : n'ayons pas peur de l'incertitude, évitons de retomber dans les erreurs et ornières du passé, surmontons notre crise collective, le temps est venu !

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

ALERTE DISPARITION INQUIÉTANTE
OÙ EST PASSÉE LA CGT ?

Cet article publié sur notre blog syndical « Où va la CGT ? » date du 19 février. Quatre mois après, rien n'a changé. Après avoir (heureusement) quitté la négociation bidon sur les retraites, Sophie Binet se replie piteusement sur la timide demande d'un « référendum ». On est toujours dans l'apathie, l'attente d'une hypothétique solution électorale réformiste, dont on se demande d'ailleurs bien d'où elle surgirait miraculeusement.
Aussi, pour alimenter le débat sur le calme plat sur le terrain social et syndical, nous publions à nouveau cet article, malheureusement toujours d'actualité…

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Un post récent du media alternatif nantais « Contre Attaque » a choqué nombre de cgtistes (voir ci-contre sur l'image – merci aux camarades, nous leur avons piqué leur visuel).
Et pourtant, le constat est partagé par tous les camarades un peu concernés par l'activité de la Confédération.
Depuis le Congrès confédéral de 2023 (presque deux ans quand même…), depuis ce fameux changement de direction validé par les « opposants », radicaux au moins dans le discours, depuis l'arrivée surprise de Sophie Binet à la tête de notre syndicat, on attend un vrai tournant dans l'activité et l'apparition de la CGT.

Or rien. « Contre Attaque » ne fait que constater « la disparition inquiétante », n'en déplaise aux militants de terrain qui n'en peuvent plus d'activisme et de submersion dans les tâches bureaucratiques et paritaires. Prix, emploi, droits au chômage, « pas une seule date de grève nationale, même symbolique, même timide, même rituelle » disent-ils avec raison… Seules quelques structures essaient de maintenir une activité minimale. Mais Contre Attaque ne donne aucune réponse. Oui, au fait, pourquoi ce silence, alors que nous avons une direction confédérale supposée plus radicale et combative que Thibault et Martinez ?
Alors, parlons de la CGT, puisque les histoires sont un peu différentes avec la FSU et Solidaires. En fait, le 53ème congrès, et l'arrivée de la nouvelle direction coïncident avec l'échec du mouvement sur les retraites. Et à une nouvelle bascule dans la stratégie confédérale.

Résumons vite fait :

• Historiquement, après la guerre, il y avait un lien stratégique entre la CGT et le PCF. Le « parti » donnait la ligne, l'orientation générale – un capitalisme à visage humain cogéré, souverainiste, productiviste, plutôt patriarcal et pas très clair relativement au racisme et à l'immigration. Il y avait donc un débouché politique aux luttes menées par la CGT, qui se manifestait régulièrement dans les épisodes électoraux et la place du secrétaire général de la CGT à la direction du PCF. Cette séquence s'est achevée par une succession de changements progressifs, d'abord avec Viannet puis Thibault et Martinez (oublions Le Paon…) pour casser les liens organiques entre le syndicat et le parti, et éviter que le premier sombre avec le second, aujourd'hui réduit à peau de chagrin.

• A la fin des années 90, on est rentré dans une nouvelle séquence, plus nettement anarcho-syndicaliste, la lutte – la lutte, la séquence de la « grève générale », portée par la base et les structures intermédiaires de la CGT qui, n'ayant plus de perspective politique (le désaveu du PCF), se sont repliés sur l'action gréviste immédiate. Vieille tradition française, rappelons-le. Le problème, c'est que dans le contexte de la crise générale du capitalisme/impérialisme, il n'y a plus de « grain à moudre », les monopoles ne lâchent plus rien. C'est particulièrement net concernant les retraites, où les mouvements successifs, 2007, 2010, 2013, 2019, 2023 n'ont fait qu'échouer – après le recul de Juppé en 1995. La « grève générale », c'est un beau slogan mais complètement abstrait et déconnecté de la réalité de la lutte des classes. Et à force d'avoir semé le réalisme économique (même alternatif), dans la gestion du capitalisme, les réformistes ont découragé les masses des prolétaires, d'autant que la perspective politique s'est évaporée avec la gestion de la gauche réformiste au gouvernement.

• En 2022, Macron est réélu, et l'Union de la Gauche réformiste se reconstitue d'abord avec la NUPES puis le NFP après les élections européennes et la dissolution en 2024. Entre temps, nouvel échec contre la nouvelle réforme des retraites, polarisation autour de l'Ukraine après l'invasion russe le 23 février 2022 et la Palestine après l'offensive du Hamas et ses suites le 7 octobre 2023. Jamais le contexte n'a été aussi politique, au plan international comme au plan national. Le syndicalisme passe au second plan, et en France, tout se polarise autour d'une hypothétique victoire du NFP aux élections, prétendument capable, quoique largement minoritaire, de changer le cours du capitalisme en crise. Le changement de direction confédérale à la CGT se produit en gros à ce moment (mi 2023), et immédiatement mis sous pression politique. Le courant « anarcho-syndicaliste » de la grève générale ayant fait échec, et on revient à la vieille position passée de se remettre à la remorque d'un projet politique réformiste. Voilà la raison de la « disparition inquiétante » relevée par « Contre Attaque » : le syndicalisme – et la CGT en particulier - est à nouveau au cul du réformisme électoraliste le plus crasse, de motion de censure en 49.3, de mouvements de manche bidons à l'Assemblée, de petites

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

magouilles entres clans pour préparer les futures présidentielles. Les secteurs combatifs de la CGT se retrouvent bon gré, mal gré, à la remorque de la politique politicienne réformiste…

La question est comment en sortir, une fois de plus la même question.
Nous n'allons pas ici tracer un « programme » pour les camarades lucides et combatifs de notre syndicat, juste tracer quelques pistes.

• Arrêter de se mettre au cul du parlementarisme et des magouilles de tous les partis politiciens. Rompre vraiment avec cette logique pourrie qui réduit à l'impuissance. « Il n'est pas de sauveur suprême, producteur sauvons-nous nous-mêmes ».

• Se dégager du paritarisme et de la cogestion bureaucratique des institutions (mutuelles, conseils d'administration, sécu, UNEDIC…) dans lesquels les militants, syndicats et structures sont englués, qui prennent de plus en plus de temps et d'énergie pour rien, paralysent la lutte des classes (c'est d'ailleurs ce que recherchent les patrons, par exemple la concentration des tâches des délégués dans les nouveaux CSE).

• Organiser la résistance à la base, syndiquer, former des jeunes, imposer le débat politique qui a tendance à s'évaporer. Organiser les syndicats, participer aux structures de base comme les ULs, les assemblées de FD ou d'UD pour tisser des liens et construire de vrais réseaux de syndicalisme de classe.

• Mobiliser sur les questions clés, emploi, pénibilité, précarité, salaires, égalité des droits, en établissant le maximum de convergences avec les quelques secteurs en lutte.

• Mettre en avant des mots d'ordre qui garantissent l'indépendance de classe, « l'intérêt ouvrier, et rien d'autre » comme nous avons l'habitude de le dire, sans se soumettre à la bonne marche du capitalisme, à une supposée ré-industrialisation, aux intérêts de l'impérialisme français.

Voilà, pour commencer des pistes pour les camarades un peu désespérés par la situation actuelle. Il faut rentrer en résistance, « contre-attaquer » comme le disent les camarades de Nantes, mais sur une base claire, qui se démarque de tous les réformismes syndicaux comme politiques !

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Le 22 mars, journée internationale de lutte contre le racisme, plus de 400 associations et partis politiques appelaient à des mobilisations massives contre le racisme et le fascisme.
L'an dernier, en 2024, nous avions signé l'appel à cette journée d'action (voir https://ocml-vp.org/article2539.html), au-delà de son caractère un peu rituel, parce que les revendications portées par les appelants étaient claires et mobilisatrices, au cœur de la répression autour des Jeux Olympiques :
• Contre les arrestations, les centres de rétention, les expulsions, les violences policières et l'arbitraire préfectoral
• Pour la régularisation immédiate et collective de tous les immigrés sans papiers, à commencer par les travailleurs en lutte de Chronopost, DPD, Emmaüs, des chantiers de l'Arena et des piquets du 17 octobre
• Pour l'abrogation de la loi Darmanin
• Contre les quotas, la remise en cause du droit du sol et de l'Aide médicale d'État
• Pour la liberté de circulation et d'installation
• Pour le respect du droit d'asile, un logement, des soins, l'accès à l'éducation, pour tous et toutes
• Pour l'égalité des droits, la justice sociale, pour une vie libre et digne et contre le racisme
• Pour contrer le fascisme et le nationalisme

Cette année, tout ce contenu a disparu, pour un grand moment qui ratisse le plus large possible, au mépris des luttes passées des camarades sans-papiers, sans aucun mot d'ordre précis pour se démarquer en particulier des gestionnaires prétendus de « gauche », de Chevènement à Cazeneuve en passant par Valls.
La mobilisation n'a pas disparu, même si elle est pour l'instant en retrait. Et les évolutions à venir avec les futurs gouvernements vont nécessairement provoquer la réaction de celles et ceux qui n'ont vraiment rien à perdre.
Refusons de nous compromettre avec les gestionnaires de l'économie capitaliste, remettons au premier plan la solidarité internationale, l'accueil et l'humanisme de notre héritage prolétarien ! Prolétaires de tous pays unissons-nous ! Et à bas le réformisme diviseur, gestionnaire de la crise sur le dos des sans-papiers et des migrants !

Déclaration du 20 mars 2025

LA SEULE DATE DU 22 MARS NE SUFFIT PAS À LUTTER CONTRE LE RACISME ET LE FASCISME ! ON VEUT NOUS LA FAIRE À L'ENVERS !

Le samedi 22/03/2025, il y a 2 appels à manifester contre le racisme et le fascisme. Le 1er ce sont des associations nationales et des syndicats. Le 2ème, ce sont des collectifs de « sans-papiers » et des associations locales de soutien. On nous promet une grande mobilisation partout en France et c'est en soi une bonne chose ! Mais, l'OCML-Voie Prolétarienne, ne sera pas signataire de ces appels et on vous explique pourquoi ?

Deux appels creux, pétris de bons sentiments, sans aucun mot d'ordre, où on a soigneusement supprimé tous les sujets qui fâchent pour « ratisser large ». A peine une timide référence à une égalité des droits dont on évite soigneusement de donner le contenu.

Voilà des décennies qu'on nous raconte toujours la même chose, et ce quels que soient les gouvernements de gauche et de droite, au profit de l'extrême-droite. La France vote une loi sur l'immigration tous les 2 ans !!! Oui, tous les 2 ans !! Pour en citer quelques-unes : Pasqua en 1993, Debré en 1997, Sarkozy en 2003-2006, Valls en 2012, Cazeneuve en 2016, Colomb en 2018, Darmanin en 2024 et bientôt celle de Retailleau en 2025. Des lois toujours plus violentes, toujours plus de sanctions, toujours plus xénophobes et avec une répression policière à son paroxysme.

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Voilà des décennies qu'on nous chante l'unité la plus large contre le fascisme et les réactionnaires, sans pour autant répondre aux vraies questions concrètes de la lutte des classes. Car, oui il s'agit bien de lutte de classes ! Aujourd'hui, ou tout semble flou et aller vite, on a besoin d'y voir clair, alors ne laissons pas tous les réformistes adapter l'immigration aux besoins de l'économie capitaliste et impérialiste française.

A-t-on entendu quelqu'un défendre la liberté de circulation et d'installation ?
A-t-on entendu quelqu'un défendre la régularisation sans condition de tous les sans-papiers ?
A-t-on entendu quelqu'un (à part quelques collectifs locaux) remettre en cause la nouvelle liste des métiers en tension que vient de publier Retailleau, pour éventuellement permettre de déposer un dossier de régularisation ?
A-t-on entendu quelqu'un défendre un droit d'asile élargi, pour accueillir les migrant-e-s qui fuient les guerres, la misère ou les catastrophes climatiques provoquées par les puissances impérialistes ?

Nous comprenons l'aspiration à l'unité la plus large contre le fascisme et la réaction. Elle est bien naturelle, car évidemment on ne fera pas reculer nos ennemis à quelques collectifs éparpillés. Mais ne nous voilons pas la face ! Il y faut d'abord y voir clair sur le contenu d'un combat de classe commun contre nos exploiteurs.

Les migrant-e-s, les sans-papiers, les immigré-e-s, ce sont d'abord des êtres humains qui fuient leur pays, des prolétaires surexploité-e-s pour le plus grand bonheur des patrons de l'hôtellerie, de la restauration, du BTP, de la surveillance, du nettoyage et tant d'autre encore.
Le combat contre le racisme et le fascisme, contre Darmanin, Macron, Retailleau, Le Pen et Bardella, c'est d'abord un combat de classe, pour l'égalité des droits, la libre circulation, la régularisation, pour limiter l'arbitraire capitaliste, pour renforcer notre unité contre nos exploiteurs communs.
Un combat contre la division qui nous affaiblit toutes et tous, un combat contre l'exploitation ici même, contre le pillage des richesses des pays dominés, la misère, le fascisme et la guerre !

Alors, comment se sortir de cela ? La réponse est beaucoup plus simple qu'elle n'en a l'air. Ne nous divisons pas. Prolétaires, ouvriers, ouvrières ne vous y trompez pas, l'ennemi n'est pas votre voisin, même si sa culture ou sa religion est différente de la vôtre. Au contraire, formons les rangs serrés de solidarité, allons vers celui qu'on ne connait pas, pour tracer le chemin ensemble pour anéantir le capitalisme qui nous broie jusqu'à la mort !

Liberté de circulation et d'installation !
Régularisation sans condition de tous les sans-papiers !
Non à la sélection sur critères !
STOP à la répression policière !
STOP au racisme, à l'obscurantisme !
Ni barbelés, ni murs, ni frontières !
Un toit, un CDI et des Papiers pour toutes et tous !
Solidarité avec tous les « sans-papiers » !

CONTRE LE FASCISME ET LE RACISME,
SOLIDARITE DE CLASSE CONTRE TOUS LES EXPLOITEURS !

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

COVID LONG, CHUT !
DÉSASTRE SANITAIRE EN COURS...

La vie de Julien a basculé en septembre 2022 après avoir contracté le virus du Covid 19 (SARS-Cov2). Ce que certains, et pas seulement des libertariens antivaccin, appellent une « grippette », devient pour Julien un covid long, une pathologie invalidante. Arrêt de travail pendant deux ans, la découverte d'une vie en situation de handicap, des rendez-vous incessants chez des médecins et l'incertitude quant à l'avenir.
Mais, au moment où l'Etat et les Pouvoirs Publics organisent le grand déni sur la pandémie de Covid (« le covid, c'est fini...»), combien sont-elles.ils dans le cas de Julien à souffrir d'un covid long ? Pourquoi ce déni ? Et quelle politique de santé publique cela illustre-t-il ? Quels discours, plus ou moins élaborés, et venant parfois de la « gauche », l'accompagnent ?

Face au désastre sanitaire de la gestion par l'État de la pandémie de covid, des patients, des chercheurs, des médecins s'organisent comme ce fut le cas à la fin des années 80 et dans les années 90 autour de la lutte contre le Sida. Ils forgent des outils de critiques et de luttes mais jettent aussi des perspectives de ce que peut être une politique publique de santé collective. Sujet dont nous, communistes, révolutionnaires, d'extrême-gauche au sens large, devons-nous emparer.
Pour mémoire, nous renvoyons à notre déclaration de mars 2020, qui à l'époque avait aussi démarqué : « Coronavirus : vote, bosse et ferme-la ! » https://ocml-vp.org/article2093.html, également reproduite dans le n°15 de Partisan magazine.

LE COVID EN QUELQUES CHIFFRES DEPUIS 2020

• 28 Millions de morts dans le monde selon le journal The Economist, chiffre nettement supérieur aux 7 millions officiels de l'OMS, très probablement sous-évalués https://www.liberation.fr/societe/sante/sous-estimation-du-nombre-de-morts-disparite-entre-les-continents-cinq-ans-dun-monde-sous-covid-20250220_WOZMEYSD6BDOTETRHL2PQODS74/
• Plus de 180 000 morts en France
• 400 millions personnes dans le monde ont été touchées d'une manière ou d'une autre par le Covid Long, selon le Journal International de Médecine https://www.jim.fr/viewarticle/400-millions-personnes-touchees-covid-long-monde-2024a1000esv
• Plus de 2 millions de Covid Long en France dont environ 800 000 personnes qui souffrent d'une forme invalidante.
• Les réinfections augmentent les risques de subir un Covid Long ou d'avoir des atteintes organiques
• 1 contamination sur 10 entraîne un Covid Long et 4 contaminations sur 100 entraînent un Covid Long sévère et invalidant
• Le Covid circule encore de manière importante et aéroportée (Mars 2025, chiffres US : 500 000 contaminations par jour)

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

***Partisan :* Vu le silence absolu sur la réalité du covid aujourd'hui en mars 2025, cinq ans après, il est sans doute nécessaire de que tu nous expliques comment le virus agit. En gros, du point de vue médical, c'est quoi le covid long ?**

Julien : Il est établi depuis plusieurs années que le Covid est un virus aéroporté, c'est-à-dire qu'il se transmet par les voies aériennes. Il peut provoquer des phases infectieuses très lourdes et mortelles. Il peut également provoquer des conséquences à plus long terme. C'est ce qu'on appelle le Covid-long. C'est une maladie multi systémique, ce qui veut dire que plusieurs organes du corps peuvent subir des atteintes : cœur, poumons, reins, intestins, cerveau…
L'hypothèse qui semble la plus probable pour expliquer le Covid Long est la persistance virale, c'est-à-dire des fragments de virus qui persistent dans différents organes, se répliquent et entraînent une stimulation permanente du système immunitaire et une inflammation chronique. Notre système immunitaire dysfonctionne, notre corps combat une inflammation permanente et certains patients développent des caillots sanguins.

LE COVID LONG, C'EST QUOI ?

- Une maladie multi-systémique, c'est à dire qu'elle peut atteindre différents systèmes : neurologique / cardiologique / pulmonaire / digestif…
- des atteintes potentielles multi-organique : embolies pulmonaires, AVC, infarctus du myocarde.
- des risques de développer des cancers et des maladies neuro-dégénératives.

Peux-tu nous décrire la politique publique de gestion de la pandémie pendant la crise de 2020 (confinement, port du masque, pass sanitaire) et ensuite ?

La pandémie est toujours en cours. Il est donc erroné de parler de crise de 2020. Quand on parle du Covid, pour beaucoup, ça n'est que la période 2020-2022. Au début du mois de mars 2020, et alors que le virus était déjà là, Macron nous disait d'aller au théâtre, il a maintenu les élections municipales en nous disant d'aller voter avant de nous dire de nous confiner et d'attester pour pouvoir sortir. Macron nous a dit que le masque ne servait à rien quand il n'y avait pas en stock puis nous a obligé à porter le masque… Cette période a ainsi été marquée par une gestion autoritaire de la pandémie par les autorités avec des aides accordées pour maintenir le système d'exploitation capitaliste. Au début de l'année 2022, Macron a décrété que la pandémie était terminée.

Aujourd'hui, pour les autorités politiques et sanitaires françaises, la prévention du Covid prend la forme de la protection des personnes qualifiées par elles-mêmes de « vulnérables ». Or, il s'agit là d'un angle mort important car tout le monde a le risque de subir des formes graves du Covid et/ou un Covid Long. Les autorités sanitaires et politiques n'ont de cesse, quand ils mettent en place de prétendues politiques de prévention, de dire que les personnes vulnérables doivent se protéger. Pour les autorités, les vulnérables sont les personnes âgées, les personnes avec des maladies auto-immunes, les personnes avec des maladies déjà installées… Pourtant, je ne faisais pas partie des personnes qualifiées de vulnérables par les autorités et une contamination m'a rendu vulnérable et handicapé. Ma situation est très loin d'être isolée. Beaucoup de jeunes personnes entre 20 et 50 ans sont affectés. Des enfants, des adolescents sont également touchés par le Covid Long. Il faut vraiment comprendre que nous sommes tous et toutes à risque face au Covid. Les discours de tous ceux qui minimisent, ceux qui considèrent que le Covid n'est qu'un virus comme un autre ou qu'il n'est grave que pour certaines catégories de la population, sont criminels.

Pendant les deux périodes de confinement et de pass sanitaire jusqu'en 2022, on a pu être surpris de découvrir certaines expressions communes à des militants libertaires ou d'extrême-gauche avec des complotistes et des activistes d'extrême-droite. C'est quoi leur fond commun, comment cela est-il possible ?

Ce sont des courants pour lesquels la sélection naturelle entre les « forts et les faibles » doit primer, ce qui les amène à considérer qu'il n'y a pas à se priver, à entraver sa propre liberté individuelle pour la préservation par exemple des personnes âgées ou des personnes déjà malades. Au fond, ce sont des dynamiques « eugénistes » (la sélection naturelle pour les forts) et « validistes » (on

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

ne s'intéresse pas à tout ce qui relève du handicap, seuls les « valides » - les forts - comptent). **Le vrai fond commun, c'est l'individualisme poussé à l'extrême.**

Le collectif « Action Antifouchiste » (https://antifouchiste.org), qui réalise un travail de veille remarquable sur le confusionnisme et les liens entre des courants de gauche et l'extrême droite, explique que **c'est un glissement idéologique de l'organisation collective de la santé sociale vers une responsabilité individuelle**. Les discours des personnes refusant le port du masque en disant « je ne suis pas à risque » ou que « les virus sont importants et forgent notre immunité collective » ne prennent en compte que la logique individuelle – erronée au demeurant – sans réfléchir d'un point de vue collectif.

En pratique, et dans le milieu militant, cela amène à quoi ce confusionnisme ?

Ce confusionnisme amène des organisations de gauche et d'extrême gauche à inviter des personnes d'extrême droite pour faire des conférences autour de la santé. À Toulouse, on a deux exemples. A chaque fois, ces conférences ont été annulés grâce à la veille menée par le collectif « Action Antifouchiste », mais également d'autres collectifs comme « Cabrioles auto-défense sanitaire » (https://cabrioles.substack.com).

Ces collectifs (souvent également anarchistes) ont bien identifié que la lutte contre le fascisme passait également par la lutte contre ce glissement idéologique qui permet l'extrême droite libérale et réactionnaire de diffuser ses idées.

Les polémiques tournent beaucoup autour de la vaccination. Que peux-tu nous en dire concernant le Covid ?

La vaccination a permis la diminution du nombre de morts car elle a permis de limiter les formes graves de la phase d'infection. Elle a également permis de réduire la circulation du Covid même si elle ne l'a pas arrêté, loin de là, le virus continuant à circuler toute l'année. Pour moi, la vaccination s'inscrivait dans un cadre de défense collective en participant à la diminution de la circulation du virus. Elle n'est évidemment pas suffisante, mais c'est un outil à mobiliser contre d'autres.

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

QUAND LE FASCISME EST INVITÉ PAR DES ORGANISATIONS DE GAUCHE

En mars 2024 un collectif anarchiste avait invité Christine COLLON, dont l'avant-propos de son dernier livre avait été rédigé par une députée du RN. Elle avait également participé à des conférences organisées par Égalité et Réconciliation, le parti du fasciste Alain Soral. Le deuxième invité, Jean-Dominique MICHEL (anthropologue suisse), tient des propos fascistes, antisémites, islamophobes : « colonisation de l'Europe par l'islamisme organisé par les loges maçonniques », « une pandémie orchestrée par les binationaux juifs israéliens », « composante confessionnelle et ethnique des leaders bolchéviques ».
Ce même Jean-Dominique MICHEL était encore invité en avril 2025 à Toulouse par les Amis du Monde Diplo et Attac pour participer à un débat autour de la santé.

Il y a eu aussi la polémique autour des soignants qui refusaient la vaccination et/ou le port du masque à l'hôpital. La France Insoumise notamment, et quelques syndicalistes, se sont opposés à leur suspension. Comment tu vois ces prises de position et que penses-tu du refus par un soignant de prendre les mesures de protection ?

Comme malade, je dois régulièrement me confronter à du personnel soignant qui m'interroge sur les raisons pour lesquelles je continue à porter le masque. Nombre de soignants stigmatisent les malades qui se présentent devant eux avec cet outil de protection dans des lieux dans lesquels, par principe, les maladies et virus circulent allègrement.
Dans les lieux de soins, le port du masque devrait être la norme. Pour les soignants comme pour les patients. Je te protège, tu me protèges, on se protège. C'est à ça que devrait tendre la défense de la santé publique.
Dans ce contexte, l'obligation vaccinale pour les soignants ne me choque pas. En revanche, j'ai trouvé catastrophique la défense des soignants refusant la vaccination pour des raisons individualistes par des organisations politiques ou syndicales censées défendre l'intérêt collectif.

La lutte s'organise donc autour critique de la gestion capitaliste de la santé et des idéologies plus ou moins réactionnaires qui la sous-tendent.

Une partie des malades et des militants anticapitalistes s'est en effet emparée de la lutte contre le Covid et pour l'autodéfense sanitaire, conscients que, comme le prédisait Gwen Fauchois, ancienne présidente d'Act Up Paris en mars 2020, *« l'expérience que l'épidémie de coronavirus sera aussi sociale. L'expérience que l'Etat réagira avec retard. Et que ses priorités pourront différer des nôtres. Que sa conception de l'utilité générale est partielle et partiale. L'expérience que le gouvernement, comme ceux qui l'ont précédé minimisera, prendra des décisions d'abord économiques, prétendra donner des leçons au monde entier. »*
La gestion de la pandémie par les autorités s'inscrit en effet dans le cadre de la lutte des classes avec comme moteur principal le maintien du système d'exploitation capitaliste. Il est devenu insupportable aux capitalistes de voir des travailleurs et travailleuses rester chez eux par précaution avec pour conséquence la paralysie de la production. D'autant que le télétravail ne concerne pas les prolétaires. C'est ça qui a commandé la politique du laissez-faire et laissez-circuler le virus. Qui aujourd'hui s'isole quand il a le Covid ? D'ailleurs qui se teste encore quand il a des symptômes type Covid ? La politique d'austérité du gouvernement touche d'ailleurs la prévention sanitaire avec le déremboursement récent des tests PCR sans ordonnance par un arrêté ministériel de mars 2025.
Les capitalistes ont donc fait le choix, pour des raisons financières et de préservation du système d'exploitation de sacrifier notamment des travailleurs et travailleuses qui, pour nombre d'entre eux sont morts, sont tombés malades et devenus handicapés en masse et contraints de quitter complètement le marché du travail par l'invalidité.

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Comment cette lutte est-elle menée ? L'expérience des luttes autour du Sida, peut-elle être, réinvestie pour servir les luttes autour du Covid ?

Oui très clairement, les luttes menées contre le SIDA sont très inspirantes pour les malades du Covid. Parce qu'elles ont en commun qu'elles sont des luttes politiques en ce sens qu'elles pourraient être évitées par des politiques de prévention sanitaire et que les recherches thérapeutiques relèvent de choix politiques. Pour le covid, des mesures comme l'aération et la ventilation des espaces clos (écoles, usines, entreprises, lieux de soins…), de port du masque notamment en lieu de soins ou encore de dépister / isoler / traiter permettraient de lutter contre la pandémie. Pour la recherche thérapeutique en France, rien n'est fait en France et c'est un choix politique que les malades doivent dénoncer. J'ai personnellement rejoint l'association WINSLOW SANTÉ PUBLIQUE qui regroupe des malades du Covid Long et d'autres maladies chroniques ou auto-immunes ainsi que des personnes conscientes de la nécessité de lutter pour une véritable politique de prévention sanitaire au bénéfice des personnes et pour la santé publique. Des liens ont été noués avec Act Up Paris car l'histoire de la lutte des militants d'Act Up nous donne la voie à suivre pour lutter comme des personnes malades ET concernées. Un texte important a été co-écrit par Winslow et Act Up Paris en juillet 2024. https://winslow.fr/65-millions-et-ca-continue/

Comme communistes et révolutionnaires, qu'est-ce que nous pouvons faire pour participer à la lutte contre le Covid et pour la santé publique ?

S'agissant du Covid-19, il importe de promouvoir des informations de qualité et de se tourner vers les personnes directement concernées comme les membres de WSP, les collectifs dont j'ai parlés. Politiquement, c'est également important de rejeter le dogme de la responsabilité individuelle en matière de prévention, défendre les droits sanitaires COLLECTIFS et prévenir les risques de transmission aéroportés.
Dans nos espaces militants, c'est dès à présent appliquer les principes de l'auto-défense sanitaire quand on organise des réunions ou des évènements (purificateurs d'air et aération quand on est dans des espaces clos, mise à disposition de masques pour celles et ceux qui le souhaitent, choisir au maximum des espaces accessibles et aérés).
Surtout il est important de ne rien attendre de l'État en matière de prévention sanitaire. Ses intérêts ne sont pas les nôtres, et au mieux, il agira avec retard tout en s'auto-satisfaisant.
Lutter contre le capitalisme, lutter contre le fascisme et toutes les formes de dominations et d'exploitation, c'est lutter pour que toutes les vies comptent et contre le chacun pour soi.

WINSLOW

Winslow Santé Publique est une association de lutte contre le COVID. Ce n'est pas une association caritative, mais une association de personnes vivant avec le COVID Long et de personnes concernées par le COVID, principalement des personnes handicapées et malades chroniques. Au-delà de notre tragédie personnelle, nous voyons dans le COVID avant tout une question politique.
Winslow Santé Publique lutte contre l'invisibilisation de la pandémie de COVID et de ses conséquences délétères sur la santé publique. Dans ce cadre, elle en appelle à des mesures collectives de réduction des risques face à tous les virus aéroportés et à la diffusion d'une information scientifique fiable, à toutes et tous.
winslow.fr

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

TRUMP, LA CHINE ET LE MONDE... MAIS IL SE PASSE QUOI ?

Sommes-nous en train de changer d'époque ? De tourner une page de l'histoire économique et géopolitique du Monde ? C'est bien ce qu'il semble. Depuis son élection, Trump agit comme un chien dans un jeu de quille, renversant les règles de la bienséance des relations internationales, tapant sur les alliés historiques des USA, prenant des décisions qui peuvent sembler tout à fait irrationnelles, changeant radicalement d'avis du jour au lendemain. Il semble avoir, à lui seul, déclenché un effet domino qui rebat toutes les cartes. Au-delà des apparences, des analyses superficielles des médias, de la propagande réactionnaire des réseaux sociaux, essayons de comprendre ce qu'il se passe réellement.

Cet article est le fruit de discussions internes à notre organisation. Appuyées sur nos positions de longue date sur le capitalisme/impérialisme mondialisé (voir l'article qui suit celui-ci sur « La mondialisation, vieille comme le monde, mais en perpétuel changement »), nous avons tenté, parfois avec des points d'interrogations, de répondre aux questions rencontrées autour de nous. C'est une première élaboration, bien sûr nous y reviendrons et invitons nos lecteurs à prendre part à cette réflexion : à vos claviers !

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

POURQUOI CETTE BRUTALITÉ NOUVELLE, SANS FOI NI LOI, DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES ?

On voit Trump, sa violence verbale et interventionniste. La mainmise sur les richesses de l'Ukraine, le soutien inconditionnel au génocide à Gaza, ses velléités d'annexer Panama, le Groenland, d'imposer sa loi au monde entier, gros muscles en avant. Mais en vrai, il n'est pas le premier. Poutine fait de même en Ukraine depuis 2014, en Géorgie, en Moldavie, ça tout le monde le sait. Mais aussi en Afrique avec ses mercenaires, au Proche-Orient, même si on en parle moins. Quant à Netanyahou, fort du soutien US et occidental, il fait exactement ce qu'il veut en mettant en œuvre jusqu'au bout un projet colonial, génocidaire et d'épuration ethnique de la Palestine. Erdogan instaure un régime fasciste en Turquie, Modi impose sa loi de fer en Inde, en particulier avec des lois fascistes contre les musulmans et prépare la guerre contre le Pakistan. On en arrive presque à trouver Xi Jinping raisonnable sur la place de la Chine au niveau mondial, malgré l'absence de démocratie, l'exploitation ouvrière féroce et la répression contre les minorités nationales au niveau intérieur !
La loi du plus fort est peu à peu redevenue la règle du jeu des relations politiques et militaires au niveau international. C'est cela qui frappe, c'est cela qui fait peur.

L'ENJEU DES DROITS DE DOUANE

De tous temps, les droits de douane ont été un instrument de protection des marchés nationaux, face aux importations des concurrents mondiaux, pour protéger les producteurs nationaux. Au risque évidemment de représailles contre les exportations. C'est dire qu'à l'époque du capitalisme-impérialisme mondialisé, le rêve c'est la suppression de tous les droits de douanes à l'échelle de la planète.
Avec un problème majeur : les inégalités géographiques, physiques, sociales, qui donnent des avantages naturels à certains capitalistes contre les autres. Il est évidemment plus rentable de produire des textiles au Bangladesh producteur de coton et aux normes sociales très basses qu'en Europe.
La guerre des droits de douane déclenchée par Trump est avant tout dirigée contre la Chine, devenue le principal concurrent impérialiste à l'échelle mondiale, c'est ça qu'on voit, au-delà des hésitations et des positions contradictoires.
Nous avons du mal à savoir comment cela va évoluer, mais il est sûr qu'à l'heure de la production complètement mondialisée, le protectionnisme n'est pas un avenir pour le capitalisme tel qu'il existe. Ainsi, une automobile ou un smartphone n'est finalement produit que par l'assemblage de milliers de pièces différentes produites dans des dizaines de pays différents, au prix de milliers de kilomètres d'avions ou de conteneurs. On a un peu de mal à imaginer un système de droits de douanes pouvant gérer cet état des choses. Donc attendons de voir.
Ce qui est sûr, c'est que les velléités et coups d'éclat de Trump provoquent des soubresauts financiers et boursiers qui ne plaisent pas du tout aux monopoles.

TRUMP EST-IL « FOU » ?

Tous les médias multiplient les éditoriaux, les articles, les podcasts pour analyser le « caractère » de Trump. Il est vrai que l'individu est versatile, fonctionne sur le mode de la brutalité empirique comme système de gouvernance, capable de changer d'avis du jour au lendemain, sans souci de la légalité nationale ou internationale. Il tente d'asphyxier les concurrents par sa brutalité et les coups d'éclat. Mais il faut bien comprendre qu'au-delà du personnage, son attitude n'est pas le fait d'un seul homme, il représente ces nouvelles règles des relations internationales, la loi du plus fort. Arrêtons de bavarder sur son caractère, prenons la mesure de ce qui est en train de changer au niveau mondial.

MAIS OÙ EST PASSÉ LE « DROIT INTERNATIONAL », L'ONU, L'OMC, LES « DROITS HUMAINS » ?

On est effarés, car tout le système mis en place depuis la deuxième guerre mondiale s'est effondré en quelques années. La barbarie est devenue la règle, avec les tortures généralisées, les viols de masse, les emprisonnements arbitraires, les traités annulés, les coups d'Etat. A l'heure où nous écrivons on apprend par exemple que face à Poutine cinq pays européens vont se retirer du traité contre les mines anti-personnelles.

Les institutions et les traités internationaux ont été mis en place après la guerre pour réguler les conflits entre les puissances impérialistes dans le partage du monde – y compris ce qu'on appelait « le droit de la guerre ». Tant bien que mal,

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

avec de multiples confrontations délocalisées, ça a fonctionné pour empêcher une confrontation globale. En vrai, il y avait du gâteau à partager. Le capitalisme pouvait s'étendre dans les pays dominés et dans les pays prétendument socialistes, capitalistes d'Etat dans la réalité. Alors, ça n'allait pas sans conflits, mais au final chacun y trouvait son compte. D'ailleurs, c'est toujours le cas pour la Chine impérialiste en pleine expansion sur toute la planète : c'est carrément un paradoxe de la voir seule défendre l'Organisation Mondiale du Commerce et le libre échange.

Mais elle est bien seule, et c'est le protectionnisme qui prend le dessus, dans un monde plus étroit, où le taux de profit a baissé partout, et où les richesses à partager sont remises en cause par l'épuisement de la planète et le réchauffement climatique : tout simplement le gâteau n'augmente plus assez vite pour le développement capitaliste qui s'est accéléré. Donc, fini le consensus plutôt conflictuel pour un partage collaboratif, maintenant c'est la baston et que le plus fort gagne ! Et toutes les règles du passé deviennent archaïques et partent à la poubelle.

Quant à nous notre objectif n'est pas de revenir à « l'époque bénie du passé », cette régulation qui n'a fait qu'entretenir et développer l'exploitation de la classe ouvrière et des peuples, les pillages et la destruction de la planète, les conflits de basse intensité généralisés « Socialisme ou barbarie » !! Nous voyons concrètement la barbarie à l'œuvre, à nous de construire le socialisme !

MAIS COMMENT TOUT CELA A-T-IL PU CHANGER ?

Maintenant qu'on a un peu de recul, c'est plus facile à comprendre, mais on a été bien aveugles pendant un temps. On mesure qu'il y a eu un tournant au début des années 2000, en plusieurs temps.

D'abord la chute de l'URSS en 1989, avec en premier lieu un régime mafieux (Elstine) puis l'arrivée de Poutine en 2000 pour remettre la Russie sur les rails après l'humiliation des années passées et lui redonner sa place de grande puissance impérialiste mondiale. Puis il y a eu l'intégration de la Chine dans le marché capitaliste mondialisé illustré par son adhésion à l'OMC en 2001. En parallèle on voit le développement des pays capitalistes intermédiaires, l'Inde, le Brésil, la Turquie, l'Iran, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud etc. qu'on appellera BRICS+ à partir de 2001 et des années qui ont suivi. Enfin, un autre élément vient bouleverser toute la géopolitique mondiale avec l'explosion des migrations et des réfugiés sur toute la planète à partir de 2005 face aux guerres et à la misère qui s'en suit. Auparavant la Conférence de Rio sur la protection de l'environnement (1992) et le protocole de Kyoto sur les gaz à effet de serre (1997) avaient sonné l'alarme sur l'état de la planète, y compris parmi les secteurs capitalistes-impérialistes les plus avancés.

Dernière alerte en date avec le coup de semonce du Coronavirus en 2019. Les impérialistes ont alors pu constater la fragilité de leurs chaînes de production mondialisées en cas de crise internationale ou de conflit armé. Les économies nationales sont tellement interconnectées, interdépendantes, qu'à chaque fois qu'un pays ferme ses frontières pour cause d'épidémie ou que les cargos qui passent le canal de Suez sont sous le feu des missiles Houthis, c'est tout le système productif et financier mondial qui peut se détraquer.

C'est-à-dire que non seulement on est passé d'un monde « bipolaire » (en gros Ouest contre Est) à un monde multipolaire (de plus en plus de puissances moyennes, un peu partout), mais en plus le contexte productif est de plus en plus largement remis en cause : on ne change pas de système, on change de période. D'où l'agressivité croissante dans les contradictions mondiales.

En plus, malgré la diffusion massive de l'informatisation, de l'automatisation, la productivité du travail stagne dans les économies capitalistes développées depuis au moins 20 ans. Et ça, dans une économie capitaliste concurrentielle qui a besoin de produire toujours plus, d'augmenter le taux d'exploitation de la force de travail chaque jour pour tourner, ça pose problème. D'où, sûrement, l'enthousiasme actuel pour les technologies de l'Intelligence artificielle (et la concurrence pour leur maîtrise), dont on espère qu'elle permettra de surmonter ce blocage – alors que la révolution numérique précédente ne l'a pas empêché.

L'intérêt (si l'on peut dire) pour nous, c'est que le débat mondial n'est plus embrouillé par le pseudo conflit Est-Ouest. Il apparaît de plus en plus nettement que la contradiction principale est celle entre le capitalisme impérialiste d'un côté, la classe ouvrière et les peuples du monde de l'autre. Seuls les résidus « campistes » (voir le numéro précédent de ce magazine) persistent à laisser de côté la lutte des classes et à soutenir un camp bourgeois contre un autre.

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

L'ENJEU DES « TERRES RARES »

On ne va pas rentrer dans le détail technique de ces métaux pas si rares en fait (et dont la production est ultra polluante), mais dans ce que cela signifie : le contrôle accru des ressources de la planète. Pour les grandes puissances impérialistes, il faut s'assurer quoi qu'il en coûte le contrôle des mines, du pétrole, des ressources agricoles, de toutes les richesses de la planète – et de la logistique adaptée pour en profiter : transports, ports, chemins de fers etc. C'est le cas pour Poutine en Ukraine avec l'enjeu du Donbass (charbon) et du blé (l'Ukraine était le grenier agricole de l'ex-URSS) ou les mines en Afrique via les compagnies de mercenaires post-Wagner. C'est le cas pour Trump avec l'extraction forcenée du pétrole et du gaz de schistes, l'accord sur les terres rares avec l'Ukraine, le contrôle du canal de Panama ou de Suez. De son côté, la Chine impérialiste de Xi Jinping étend son emprise sur l'Amérique Latine (les mines), l'Afrique (le bois, le pétrole du Soudan), les pays d'Extrême-Orient, étouffe les pays dominés par le poids de la dette, défend son monopole sur les terres rares et met la main sur tout un réseau mondialisé de transports et communications (les fameuses Routes de la Soie avec la prise de contrôle de nombreux ports).
Au Congo, c'est la guerre pour les ressources minières, où les Etats se sont même effacés derrière l'extraction mafieuse sans foi ni loi, qui utilise des Etats complices (comme le Rwanda) pour distribuer les métaux sur le marché mondial au plus grand bonheur des grands monopoles impérialistes mondiaux.
En gros dans cette nouvelle période d'agressivité renforcée, chaque puissance impérialiste développe et protège ses sources d'approvisionnement, contre les autres puissances, ouvertement ou de manière cachée. L'Europe impérialiste (UE) est un peu à la ramasse dans cette guerre féroce et tente de maintenir son rang tant bien que mal (mais essaye de suivre, voir les projets de méga mine de lithium dans l'Allier en France ou à Jadar en Serbie).

POURQUOI CES RECULS EN MATIÈRE D'ÉCOLOGIE, ALORS QUE LA PLANÈTE BRÛLE ?

Les pesticides toxiques sont à nouveau autorisés sous la pression des lobbies agroindustriels (la FNSEA directement au gouvernement), le réchauffement climatique s'emballe, jamais on n'a extrait autant d'énergie fossile dans le monde (charbon, pétrole, gaz de schistes), le nucléaire retrouve une nouvelle virginité et se développe (réacteurs EPR), tant pis pour les résidus nucléaires qui débordent et ainsi de suite. Jamais les questions des gaspillages monstrueux, des montagnes de déchets et de la décroissance ne sont sérieusement abordés. Et même les modestes conférences mondiales sur le sujet s'enlisent sans résultats, comme la COP29 qui s'est tenue fin 2024 à Bakou avec des résultats « très décevants » (formule officielle).
Alors qu'on arrive dans « le capitalisme de la finitude » comme l'analysent certains économistes, c'est-à-dire à l'époque de l'épuisement des ressources, la concurrence de plus en plus féroce balaye toutes les tentatives de nouvelle régulation en ce domaine. Les peuples vont être chassés par la montée des eaux, asphyxiés par le réchauffement climatique, soumis aux catastrophes de plus en plus violentes (incendies monstrueux, inondations, ouragans cataclysmiques), mais les capitalistes-impérialistes galopent de plus en plus vite toujours dans la même direction, vers l'apocalypse.
Il est de plus en plus clair que nous ne pouvons rien attendre du « système ». On a tout essayé, les tentatives institutionnelles des ONG mondiales ont toutes échoué, elles n'ont même pas réussi à appuyer sur la pédale de frein.
Nouvelle ère, nouvelles questions : les yeux s'ouvrent, il faut assumer. Si tout le monde souffre de la destruction de la planète, les seuls qui n'ont pas d'intérêt au maintien du système, qui peuvent « renverser la table » et toutes les règles du jeu, ce sont les prolétaires et les peuples du monde, même s'ils sont en ce moment peu actifs et résignés. Voilà notre enjeu.

L'APPARITION D'UNE INTERNATIONALE NÉOFASCISTE

On s'en rend compte peu à peu. Une génération de nouveaux dirigeants sont élus (oui, élus) sur une orientation politique que l'on peut qualifier de néo-fasciste, n'ayons pas peur des mots. Bien sûr ce n'est pas le fascisme originel de Hitler, Mussolini ou Franco, mais un projet modernisé que l'on peut décrire ainsi :
• Avant tout nationaliste en matière économique, libéral ou protectionniste selon le plus intéressant à un moment donné.
• La loi du plus fort en matière économique, politique et sociale, très répressif (interdictions, dissolutions, arrestations arbitraires), parfois quasi dictatorial, même s'il y a le respect superficiel de la démocratie

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

bourgeoise qui apparaît pour ce qu'elle est : avant tout le système de domination des exploiteurs.
• La destruction organisée des conquêtes sociales collectives en matière de santé, d'éducation, d'emploi, de culture pour revenir à la valorisation de la réussite individuelle, contre les autres.
• La revanche raciste, patriarcale, homophobe, coloniale, anti-woke du bourgeois capitaliste dominateur.
Alors bien sûr, tout cela varie d'un gouvernement et d'un régime à l'autre, selon les contextes locaux.

Mais cela fait l'unité entre des bourgeois réactionnaires comme Trump, Bolsonaro au Brésil et Milei en Argentine, Meloni en Italie et Orban en Hongrie, Poutine bien sûr, Modi en Inde et Erdogan en Turquie, Netanyahou évidemment et peut-être d'autres à venir. Ce courant se développe partout, y compris en France (Bolloré, Stérin, Cnews, Zemmour et Bardella etc.) jusqu'au sein du gouvernement (Retailleau) et cette « internationale » informelle mais bien réelle est très active, y compris dans le soutien réciproque (les soutiens de Musk à Le Pen et à l'AfD allemande). Xi Jinping en Chine reste encore un peu à la marge, quoi que la répression contre les minorités nationales ou les droits démocratiques, l'impérialisme économique le rattachent à ce courant
Il ne sert à rien de pleurer sur la paix et la démocratie disparue, le retour à l'ordre ancien. Ce qui se passe, aux plans économique et politique, c'est seulement la manifestation de la guerre économique accrue et brutale entre les monopoles impérialistes en guerre accentuée sur toute la planète.
L'enjeu maintenant, c'est de construire le socialisme contre la barbarie, de reconstruire les réseaux de solidarité au plan international, la solidarité des prolétaires et des peuples contre les exploiteurs et les néo-fascistes qui se renforcent jour après jour. Contre l'internationale néofasciste en construction, reconstruisons l'internationale communiste !

LES RISQUES DE GUERRE ? ON EN EST OÙ ?

Pas un jour où une alerte ne mobilise les médias, dans le prolongement de la guerre en Ukraine. La guerre serait à nos portes, et Poutine prêt à lancer ses chars sur Paris.
Les risques de généralisation des conflits vers une nouvelle guerre mondiale sont réels, car bien sûr l'accentuation des contradictions économiques, la disparition des circuits de régulation des conflits entre impérialismes ouvre un peu plus la porte à la guerre.
Pour autant, la contradiction principale porteuse de guerre impérialiste est pour l'instant la contradiction entre les deux puissances qui veulent assurer leur domination mondiale, les USA et la Chine. L'agressivité de Poutine, par exemple en Europe de l'Est, peut éventuellement servir de déclencheur, mais le risque d'un conflit mondialisé directement en Europe est faible. Par contre, la militarisation de l'économie et de la vie politique va s'accentuer avec toutes les tendances néo-fascistes dont nous avons parlé.
D'autant plus que pour l'impérialisme français, qui a perdu pas mal de plumes dans la guerre économique, le secteur de la défense et de l'armement est un des derniers secteurs où il peut affirmer son autorité, d'où par exemple la proposition du parapluie nucléaire français pour l'Europe et la croissance très importante de la production des armements ces derniers mois.
Ce n'est pas une hypothétique victoire de la gauche qui va pouvoir empêcher cette tendance à la guerre, cette militarisation de tous les aspects de la vie, parce que c'est la situation mondiale qui va commander la politique nationale. Comme en 1914, comme en 1939, comme toujours.
Si tu veux éviter la guerre, prépare la révolution !
Voilà où nous en sommes, en laissant le débat ouvert et de nombreuses questions sans réponse. Nous y reviendrons

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

LA MONDIALISATION
VIEILLE COMME LE MONDE, MAIS EN PERPÉTUEL CHANGEMENT

Dans l'article précédent, nous avons fait le point de la situation actuelle et de ses évolutions. Car encore et toujours, il faut approfondir, creuser pour comprendre où on en est et où on va.

Notre organisation s'est penchée depuis toujours sur la question et avant de revenir sur ses aspects un peu plus théoriques, rappelons quelques textes auxquels nos lecteurs peuvent se référer avec profit :

- *L'article « La globalisation du capital » dans notre ancienne revue théorique, la Cause du Communisme N°15, de 2002, disponible en ligne https://ocml-vp.org/IMG/pdf/20020301_cdc_no15_la_globalisation_du_capital.pdf*
- *Un ouvrage important de Tom Thomas qui date d'avril 2003, également disponible en ligne http://www.demystification.fr/les-livres-de-tom-thomas-2/les-mondialisations/*
- *Et une partie d'une étude qui date de décembre 2019 « Macron, PDG de l'entreprise France à l'heure de la mondialisation libérale », toujours disponible en ligne https://ocml-vp.org/article2297.html*

Cet article est donc la poursuite d'une réflexion ancienne, et appuie nos analyses de la période, telles celle de l'article précédent. « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire » disait Lénine. C'est depuis l'origine un fondement de l'OCML Voie Prolétarienne, poursuivons ce chemin !

La Mondialisation est vieille comme le Capitalisme. Tom Thomas distingue trois mondialisations, la marchande, la coloniale et la « libérale ». Dès la fin du XV[e] siècle, les monarques et marchands européens ont commencé à « découvrir » le monde, à établir des comptoirs, à établir des échanges commerciaux avec des sociétés non-capitalistes, quoique très civilisées pour certaines (des royaumes et empires). Rapidement, cette mondialisation est devenue coloniale et esclavagiste, favorisant le développement exponentiel du capitalisme européen. Les empires coloniaux fonctionnaient selon l'expression consacrée « en silo » (pour ne pas dire « monopoles territoriaux », expression de Lénine) : chaque puissance européenne (rejoint ensuite par les USA, puis le Japon...) se gardait la primauté, si ce n'est l'exclusivité, du commerce et de l'exploitation de « ses » colonies, entravant ses concurrents qui chercheraient à y mettre les pieds. Il s'était développée une « division internationale du travail » spécifique : les colonies fournissaient les matières premières aux industries de la métropole, et servaient de débouchés captifs aux produits de ces dernières. La frustration de certaines puissances comme l'Allemagne, la Japon et l'Italie, « privées » d'empires coloniaux dignes de ce nom, est une des principales raisons du déclenchement des deux guerres mondiales. Mais elles en sortiront finalement vaincues, alors que la Grande-Bretagne et la France, pourtant dans le camp des vainqueurs, sont très affaiblies. Puis les peuples colonisés ont arraché leur autodétermination. Une première vague d'indépendances avait eu lieu en Amérique latine dans la première

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

moitié du XIXe, une deuxième au début du XXe. Le Commonwealth a été créé en 1920 et l'URSS en 1922. Le gros des troupes, pendant les « Trente Glorieuses » après 1945, a laissé des exceptions notables, la Palestine et le Kurdistan, le Sahara occidental et les confettis de l'empire français. Enfin, les Etats-Unis déploient alors une puissance industrielle incomparable qui surpasse tout le monde. Ce sont aussi eux qui pousseront au démantèlement des empires coloniaux pour accéder à de nouveaux marchés et de nouvelles sources de matières premières. Un système « néo-colonial » se met en place, avec des pays formellement indépendants, et des « silos » beaucoup moins étanches à la concurrence, même si chaque puissance tente de conserver son pré-carré.

DE LA « LA MONDIALISATION HEUREUSE »...

Suite à la période coloniale et néo-coloniale, une nouvelle division du travail entre les pays se développe à partir des années 1970, basée sur le libre-échange. Cette mondialisation, c'est celle qu'on connaissait jusqu'à aujourd'hui. Elle a été rendue possible par deux choses. D'abord, la contre révolution en Chine, qui a ouvert grand les portes du pays aux investissements capitalistes étrangers. Ensuite, la réduction extraordinaire des coûts de transports et de communication. Ainsi, pour relancer l'accumulation capitaliste mise à mal suite aux chocs pétroliers des années 1970 et la crise économique qui a suivi, les industriels ont massivement délocalisé leurs appareils de production dans les pays dominés d'Amérique latine et surtout d'Asie de l'Est, principalement en Chine. Au passage, les capitalistes ont massivement externalisé leur production : bien souvent, les usines et les machines ne leur appartiennent plus, elles ont été cédées à des sous-traitants locaux qu'ils contrôlent néanmoins d'une main de fer.

La division internationale du travail ne se fait plus en fonction des branches d'activité, mais en terme de travail plus ou moins qualifié. La « chaîne de valeur », c'est à dire la répartition de la fabrication des pièces d'une marchandise, est répartie parfois entre plusieurs dizaines de pays, en fonction du coût de revient. Sans logistique performante à base de poids-lourds, d'avions cargos et de porte-conteneurs, sans réseaux informatiques transnationaux qui permettent la coordination instantanée d'une chaîne de production, tout cela ne serait évidemment pas possible.

Tout en mettant les usines à distance, les capitalistes impérialistes en gardent le contrôle total. La plus-value est produite en périphérie, mais rapatriée dans les pays impérialistes qui restent les centres de commandement des chaînes de production. Les pays d'Europe occidentale, les Etats Unis, le Japon, concentrent les fonctions financières, scientifiques, « communicationnelles ». Ils gardent la main sur les brevets et les licences.

Ce mouvement massif de délocalisation de la production industrielle vers des pays à très bas coût de main-d'œuvre a permis une relance de l'accumulation capitaliste au profit des centres impérialistes. Alors même que fondent les emplois industriels en France, en Grande-Bretagne ou aux USA, le développement dans ces pays des fonctions de commandement des chaînes de valeur mondialisées génère la prolifération de couches sociales petite-bourgeoises dédiées : cadres de gestion, ingénieurs, juristes... qui peuplent les quartiers d'affaires de la Défense ou de Manhattan.

Tous les impérialistes ont trouvé leur compte à cette « mondialisation heureuse ». Bien sûr, les conflits, la concurrence entre eux n'ont jamais disparu. Mais entre la Chine, le Mexique, la Turquie, etc. les pays dominés offraient suffisamment de bras pour que chaque capitaliste puisse s'y faire une place au soleil. Katherine Taï, ministre du commerce sous Joe Biden, disait bien : « Notre approche [avec les Européens] est celle d'un partenariat où nous sommes tous copropriétaires

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

des chaînes d'approvisionnement. » Les organisations internationales comme l'OMC, le FMI, la Banque mondiale (et d'autres plus ou moins connues du grand public) agissent alors comme « fondés de pouvoir » des intérêts communs des impérialistes ; ouverture des frontières aux flux de capitaux et de marchandises, destruction des droits sociaux des populations, soumission des Etats néo coloniaux par le mécanisme de la dette... Contrairement aux affirmations de la propagande bourgeoise selon laquelle cette mondialisation aurait permis un « rattrapage » économique des pays du Sud, les indicateurs statistiques montrent sans équivoque que l'écart de richesse entre pays dominés et pays impérialistes s'est creusé au cours des 50 dernières années !

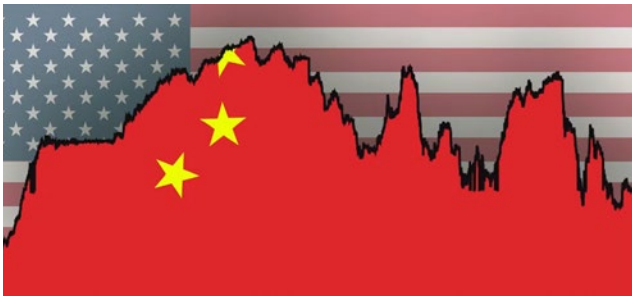
... À LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA CHINE

Ce mouvement de déplacement de la production industrielle vers les pays dominés devait nécessairement « plomber » le déficit commercial d'un pays comme les Etats-Unis. Ce déficit existe depuis des décennies. Or, depuis le début des années 2000, il s'est fortement accentué. Ensuite, la nature de ce déficit commercial inquiète aujourd'hui les capitalistes impérialistes américains. Contrairement à ce qu'on croit souvent, les capitalistes occidentaux ont délocalisé en Chine moins pour accéder à un nouveau marché de consommateurs que pour produire des marchandises qu'ils ont continué à vendre principalement dans les pays capitalistes développés. Les portes étaient grandes ouvertes aux produits chinois tant que ces produits étaient vendus au bénéfice de capitalistes... américains ayant délocalisé leur production. Mais depuis quelques années, la donne a changé.

La Chine a cessé d'être un pays dominé. C'est aujourd'hui une puissance capitaliste impérialiste. Elle ne se contente plus de produire au bénéfice d'autres : elle produit et exporte désormais des marchandises au bénéfice de SES capitalistes nationaux. Elle est toujours « l'atelier du Monde », mais de moins en moins souvent en tant que sous-traitante, et de plus en plus en tant que « centre de commandement ». L'industrie automobile, ou l'informatique en sont des bons exemples. A une époque, tous les constructeurs européens avaient ouvert des usines en Chine. Aujourd'hui, ce sont les constructeurs chinois qui exportent en Europe, avec un taux de croissance des ventes exponentiel.

La croissance économique chinoise d'aujourd'hui est le reflet de la croissance américaine d'après-guerre, qui avait inondé le monde grâce à une production industrielle moderne, concentrée et très productive. Les industries chinoises sont certes toujours compétitives dans certains secteurs grâce au faible coût de la main d'œuvre, mais de plus en plus également dans des secteurs industriels où le coût de la force de travail est secondaire. Si les voitures électriques chinoises sont vendues en France à des prix défiant toute concurrence, ce n'est pas tant « grâce » aux faibles salaires des ouvriers chinois, mais grâce à une productivité, une automatisation des lignes et des volumes de production qui rendent jaloux tous les Stellantis, Ford et BMW. Et ce n'est pas tout : notamment dans ce domaine des voitures électriques, la Chine devient un centre d'innovation technologique qui surpasse parfois même les Etats-Unis, à tel point qu'aujourd'hui ce sont les constructeurs occidentaux qui signent des partenariats pour apprendre de leurs homologues chinois.

Ce constat vaut également pour l'électronique grand public, la construction navale, la robotique industrielle, etc. et dans bien d'autres domaines. Les propagandistes dévoués qui, chez nous, défendent les intérêts des capitalistes occidentaux menacés, rabâchent deux choses. La première, c'est que la Chine aurait développé des « surcapacités » de production. Or, la surproduction est une loi du capitalisme, et c'est en produisant toujours plus de marchandises qu'on en abaisse la valeur individuelle et qu'on arrive à les vendre. Les impérialistes européens et US n'essayent pas de faire autrement. Deuxièmement, la concurrence chinoise serait « déloyale » car l'industrie chinoise bénéficierait de subventions publiques. Mais toutes les aides dont sont gavés les capitalistes français, sont-elles finalement plus loyales, plus justes ? Tous les Etats capitalistes soutiennent leurs champions industriels nationaux par tous les moyens possibles ; c'est même d'une certaine façon leur raison d'être.



Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

RENCONTRE INTERNATIONALE ANTI-GUERRE À ATHÈNES

Fin février une grande rencontre internationale contre la guerre et l'impérialisme a eu lieu à Athènes à l'initiative du KKEμλ (Parti Communiste de Grèce marxiste-léniniste). L'OCML Voie Prolétarienne était invitée, compte tenu des bonnes relations que nous entretenons avec divers participants, mais n'a malheureusement pu y participer faute de forces militantes disponibles pour l'occasion. Notre organisation est modeste dans sa taille et dans ses forces, et les priorités (professionnelles, militantes, familiales) sont difficiles à gérer pour nos camarades.

Néanmoins, nous saluons l'initiative très positive des camarades grecs, et reproduisons ci-après le communiqué issu de la rencontre.

Nous partageons le contenu du communiqué, avec néanmoins un malaise récurrent autour de la guerre en Ukraine. Cette guerre n'est pas selon nous réductible à une seule contradiction, comme présentée dans la déclaration : il y a bien sûr celle entre les divers impérialismes pour le repartage du monde, impérialisme occidental et impérialisme russe dans ce cas. Mais il y a également la contradiction entre l'impérialisme russe et le peuple ukrainien, pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et la contradiction entre la classe ouvrière et le peuple ukrainien d'un côté et la bourgeoisie représentée par Zélenski alliée à l'impérialisme occidental. En ce sens, on ne peut pas dire que Zélenski est un « fantoche » ou une « marionnette », cela simplifie de manière métaphysique les contradictions en oubliant totalement l'existence du peuple ukrainien. Selon nous, les trois contradictions sont à l'œuvre dans ce pays, mais la contradiction principale est celle entre l'impérialisme russe et le peuple ukrainien, qui se manifeste depuis 2014 par la volonté affichée de Poutine et de son régime de détruire l'Ukraine en niant l'existence même de ce peuple. C'est en ce sens que nous cherchons et appuyons les forces communistes ukrainiennes (telle le KSRD) opposées à l'invasion de leur pays, mais qui refusent tout alignement sur Zélenski et l'impérialisme occidental.

Cette réserve (importante pour le peuple ukrainien !) mise à part, nous saluons l'initiative des camarades grecs, et sommes prêts à nous associer, selon nos forces et nos moyens, aux initiatives prises par ce regroupement de forces communistes dont nous sommes proches, contre l'impérialisme, contre la guerre à venir, contre l'internationale néofasciste…

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Toutes les contradictions de la planète s'intensifient, les politiques antiouvrières et antipopulaires se multiplient. Les principales puissances impérialistes se disputent une nouvelle répartition des marchés et des sphères d'influence, cherchant à surmonter la crise mondiale en préparant la troisième guerre mondiale. Les peuples du monde subissent les effets de la rivalité impérialiste de la manière la plus brutale. La guerre injuste en Ukraine, entre l'impérialisme russe d'un côté et les États-Unis, l'Occident et leur régime réactionnaire fantoche de Zelensky de l'autre, compte déjà des centaines de milliers de morts et de blessés, et est aujourd'hui l'épicentre de ces antagonismes. Le peuple palestinien héroïque résiste à l'opération génocidaire des sionistes meurtriers d'Israël qui servent les plans des impérialistes américains. Les évolutions du Caucase et des Balkans à l'Afrique, de l'Océan Pacifique et de l'Amérique de l'Ouest au Cercle Arctique s'inscrivent dans le même cadre.
La haine, le chauvinisme et le nationalisme sont renforcés pour frapper les résistances populaires et renforcer les antagonismes des puissants. Dans tous les pays du monde, les systèmes politiques se préparent et prennent des mesures politiques, économiques et militaires face à l'éventualité d'une guerre généralisée. L'impérialisme opprime les peuples et le capital intensifie de plus en plus l'exploitation de la classe ouvrière jusqu'à des formes d'esclavage pour réaliser des profits et renforcer sa domination de classe.
La classe ouvrière, les peuples et la jeunesse, partout dans le monde, résistent à la barbarie capitaliste-impérialiste par des luttes et des soulèvements. Ils expriment, dans les termes qu'ils ont formulés aujourd'hui, leur colère et leurs revendications. Ces luttes recherchent et nécessitent la mise à niveau de leur constitution et la formation de leur perspective révolutionnaire.
Cependant, la trajectoire des évolutions rend ce besoin plus urgent. Face à l'intensification des dangers de guerre, voire des menaces de guerre nucléaire, il est nécessaire de prendre des mesures dans le sens du Front anti-impérialiste et antiguerre de la lutte populaire.

Il est donc évident qu'il faut créer les conditions nécessaires à la coordination des forces anti-impérialistes et révolutionnaires du plus grand nombre possible de pays et de régions du monde.
• Afin de faciliter et d'agir comme un catalyseur dans l'effort de construction de la lutte anti-impérialiste dans chaque pays.
• Afin de renforcer internationalement la direction de l'amitié et de la solidarité des peuples contre le poison fasciste et nationaliste semé par le capital et ses porte-parole.

Les organisations signataires de cette déclaration et qui ont participé à la Rencontre anti-impérialiste contre la guerre à Athènes les 22-23 février 2025 cherchent une voie commune, pour informer et être informées, pour se coordonner au plus haut niveau possible, et pour lutter, non seulement par nous-mêmes, mais aussi avec toutes les forces qui veulent y contribuer dans ce sens. Une voie commune dont l'orientation politique adoptera les axes suivants :
• Luttes communes des peuples contre les guerres injustes et l'impérialisme.
• Contre l'exploitation capitaliste et la barbarie impérialiste.
• Sortie des USA-OTAN et de la Russie de l'Ukraine.
• Pour la libération de la Palestine.
• À bas le nationalisme et le poison fasciste. Solidarité et amitié entre tous les peuples.
• Solidarité avec les réfugiés et les immigrés.
• Les peuples n'ont pas besoin de protecteurs ! Nous avons confiance dans la force inépuisable des peuples - Nous soutenons les luttes des peuples dans le monde entier.
• Nous nous efforçons de mener une action commune au niveau international contre les préparatifs de guerre et les politiques réactionnaires de l'impérialisme.

Dans ce sens, nous aspirons à prendre des initiatives pour renforcer la lutte anti-impérialiste et antiguerre dans nos pays et au niveau international. En outre, afin de promouvoir le dialogue et la coordination sur les questions sérieuses de la période, nous allons créer une page web internationale d'information et de dialogue intitulée « *Bulletin international anti-impérialiste* ».

Action anti-impérialiste (Danemark)
Unité communiste (France)
Union ouvrière communiste (MLM) (Colombie)
Parti communiste de Grèce (marxiste-léniniste)
Construction communiste (Allemagne)
Parti communiste maoïste (Italie)

https://unitecommuniste.fr/communiques/declaration-de-la-conference-anti-imperialiste-antiguerre-dathenes-du-22-23-fevrier-2025/

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

UNE TRENTAINE À PARIS LE 14 MARS LIBRE, LAÏQUE,

C'est sûr, nous aurions espérés être un peu plus nombreux ; beaucoup s'étaient dits intéressé.e.s, mais au final n'ont pu venir. Néanmoins, le débat attendu a eu lieu et les questions épineuses ont été soulevées.

• Sur la manière de mettre à bas l'Etat colonial, raciste et génocidaire d'Israël.

• Sur le projet d'un Etat unique, laïque et démocratique dont l'idée progresse tant chez les Palestiniens que chez les Juifs israéliens, contre l'illusion des deux Etats qui perd chaque jour un peu plus de crédibilité. Naji el Khatib nous a ainsi fait part de sondages sérieux qui montreraient que la majorité des jeunes palestiniens sont désormais favorables à cette perspective de l'Etat unique laïque et démocratique.

• Sur la contradiction entre vouloir une Palestine égalitaire pour Juifs et Arabes tout en garantissant le droit au retour des réfugiés et la restitution de la terre spoliée.

• Sur le projet de démocratie radicale proposé par ODSI, point de départ incontournable du combat en cours, et la butée à laquelle il est confronté face à la colonisation et à l'impérialisme… Nous nous interrogeons surtout sur la possibilité de rallier une fraction notable de la population juive à ce projet politique. En effet, le colonialisme n'est pas qu'une domination politique et idéologique, c'est aussi un rapport social basé sur l'exploitation et l'appropriation, et c'est là que réside fondamentalement la difficulté à rallier une partie de la société coloniale à la lutte des colonisés... Ainsi l'exemple a été donné de la centrale syndicale Histadrout, constituée depuis l'origine sur une base strictement sioniste ; alors les prolétaires israéliens sont certes exploités, mais ils ne peuvent gagner leur libération, ni même envisager une solidarité quelconque avec les travailleurs palestiniens s'ils escamotent la question du sionisme et du colonialisme, n'en déplaise à tous les trotskistes, en particulier Lutte Ouvrière.

• Sur le rapport entre lutte armée et lutte idéologique pacifique. Nous soutenons le droit inconditionnel du peuple palestinien à se libérer par tous les moyens, y compris la lutte armée qui dans le contexte actuel est la seule perspective envisageable face au fascisme sioniste et aux tentatives génocidaires. Nous comprenons et soutenons la lutte d'idées, le combat idéologique pour un projet démocratique, laïque et populaire, pour renverser la logique dominante des états divisés sur une base communautaire et religieuse. C'est un point de départ essentiel pour lutter contre les fondamentalismes et la réaction. Mais nous ne sommes pas naïfs et idéalistes : dans le contexte actuel de la Palestine et des régimes réactionnaires du Proche-Orient, seule la lutte armée peut débloquer les rapports de forces actuellement contraires aux intérêts du peuple palestinien.

Nous sommes satisfaits d'avoir pu proposer un temps de discussion politique de fond. Même dans le feu de la mobilisation, il faut savoir prendre le temps de réfléchir. Il n'est jamais trop tôt pour discuter d'un projet politique, car c'est cela qui oriente toute une lutte. Comme nous ne cessons de le dire, nous récolterons demain ce que nous semons aujourd'hui…

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

DE PERSONNES POUR UNE PALESTINE DÉMOCRATIQUE

Naji El Khatib est apparu comme un conférencier modeste et pédagogue, et nous soutenons l'organisation ODSI à laquelle il participe. Nous remercions l'association « Résistance et Solidarité », qui a pu présenter sa campagne de solidarité avec l'organisation sanitaire palestinien Al-Awda, ainsi que la Coopérative andine, venue proposer à la vente des produits solidaires de Palestine.

VOICI L'INTERVENTION INTRODUCTIVE DE VP

« Nous nous retrouvons aujourd'hui alors que la situation est toujours dramatique pour le peuple palestinien, malgré le cessez-le-feu.

La bande de Gaza a été détruite. Au moins 40 000 Palestiniens ont été assassinés par l'armée israélienne. La population qui en a réchappé est désormais sans abri, maintenue dans un état de disette et de misère par Israël qui ne laisse passer qu'au compte-goutte l'aide humanitaire. En Cisjordanie, l'Etat sioniste, les colons, appliquent une politique de confiscation de terre et de pogroms plus violente que jamais.

Oui, à Gaza, c'est bien un génocide qui a eu lieu sous nos yeux. Aux impérialistes, aux sionistes, nous ne le pardonnerons jamais. Génocide mené avec la complicité, avant tout, bien sûr, des USA. Mais aussi celle des autres, dont la France, qui fait semblant de maintenir une « position équilibrée ». Mais lorsqu'un peuple, hommes, femmes, enfants, est massacré sans retenu, à qui profite la « position équilibrée » ?
D'autant plus que les gouvernements successifs criminalisent la solidarité avec la Palestine, assimilée à de l'antisémitisme. Parlons de la dissolution des collectifs. Des manifs interdites. Parlons des militants licenciés. Parlons de celles et ceux placés en garde à vue et menacés de poursuite. Leur tort ? Avoir réaffirmé la droit d'un peuple colonisé à se défendre, par les armes si nécessaire. Avoir critiqué le consensus impérialiste qui refuse toute remise en question de l'Etat d'Israël, qui n'est qu'une colonie de peuplement occidentale, au même titre que l'Afrique du Sud de l'Apartheid.

Oui, nous nous tenons aux côtés du peuple palestinien lorsqu'il se bat pour retrouver son pays, de la Mer au Jourdain. Notre soutien inconditionnel va au peuple palestinien, dans sa lutte contre la colonisation sioniste. Depuis l'origine de notre organisation, dans les années 70, nous avons soutenu la lutte nationale et démocratique du peuple palestinien, bafoués par la création de l'Etat d'Israël en 1948. En cela nous nous démarquons bien sûr de tous les prétendus « démocrates » bourgeois qui continuent à défendre la « solution à deux Etats », qui ne sont que des soutiens plus ou moins cachés de l'Etat sioniste, mais aussi des trotskistes comme Lutte Ouvrière ou le NPA-R qui refusent tout soutien à une quelconque lutte nationale et démocratique, en rêvant à une unité abstraite entre ouvriers juifs et ouvriers palestiniens – dont on se demande bien sur quelle base elle peut se construire.

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Mais à VP, par ailleurs, nous sommes des communistes internationalistes, donc oui nous avons un avis sur ce qui se passe chez les autres (ou nous efforçons d'en avoir un), et choisissons d'apporter notre soutien à tel projet politique plutôt qu'à un autre. Cela paraît hors de propos, tellement cette perspective paraît lointaine, mais une lutte de libération nationale est orientée par un projet politique « pour l'après » projet qu'il faut construire dès maintenant. « On verra plus tard », nous dit-on, « l'heure est à la lutte et à l'unité sans critique ». On connait la chanson, et notre réponse est simple : on récolte demain ce qu'on sème aujourd'hui.
Sur la base d'un juste soutien au combat national et démocratique du peuple palestinien, certains courants dans le mouvement de solidarité prétendent imposer un « Soutien inconditionnel, non pas à la lutte du peuple palestinien, mais « aux organisation de la résistance palestinienne » quelles que soient leur stratégie et leurs tactiques. Nous ne sommes pas d'accord.

Dans le combat démocratique et national, nous l'avons dit, il y a dès le début deux orientations. Premièrement, une orientation réactionnaire, bourgeoise, capitaliste qui va entraîner la révolution à son échec – ce fut d'abord celle de la direction du Fatah, qui s'est transformée en agent de l'impérialisme et du sionisme. Mais l'orientation du Hamas, mène également, pour nous à l'échec de la lutte de libération nationale. Et deuxièmement, une orientation populaire, communiste, progressiste qui dès le début va orienter ce combat démocratique et national vers un avenir libérateur. Nous nous plaçons donc du côté des forces qui portent un projet réellement démocratique, progressiste, émancipateur. Nous soutenons bien de manière inconditionnelle le droit à la résistance du peuple Palestinien, mais nous refusons de nous aligner systématiquement derrière les forces qui dirigent cette lutte, en l'occurrence derrière le Hamas, parti politique réactionnaire, anti-démocratique, antisémite.
Il y a trente ans, les accords d'Oslo prétendaient valider l'existence de deux Etats voisins. Chaque année qui passe montre que la solution à deux États est totalement illusoire, et que seule une Palestine Libre, Laïque et Démocratique dans ses frontières historiques, garantissant le droit au retour des réfugiés, peut offrir une perspective progressiste à tous les peuples de la région. C'est évidemment inacceptable pour la réaction, les Etats réactionnaires arabes et les réformistes impérialistes de chez nous. On récoltera demain ce qu'on sème aujourd'hui. C'est cela l'enjeu. C'est pour cela que notre soutien positif, aujourd'hui, va aux organisations comme l'ODSI, qui défendent un projet progressiste et révolutionnaire pour la Palestine. »

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

LA CHUTE D'ASSAD EN SYRIE

ESPOIR FRAGILE ET DÉMARCATIONS

La chute du dictateur sanguinaire Assad, qui maintenait un régime de terreur dans son pays, a provoqué une vague de liesse dans toute la Syrie ainsi que parmi les exilés. L'espoir d'une libération, de la démocratie, du retour des exilés et la fin des centaines de milliers de disparitions et d'exécutions sommaires. En ce sens, l'ouverture de la prison de Saydnaya est un symbole, très limité mais bien réel. Depuis le mois de décembre, la situation est compliquée. Les puissances étrangères (Turquie, Israël, USA) cherchent à prendre la place de l'Iran et de l'URSS, au risque du démantèlement du pays. Le nouveau régime islamiste hésite sur la voie à suivre. Un autre article de ce magazine traite de la situation complexe des Kurdes du Rojava et de leurs hésitations dans un contexte complètement nouveau et inédit.

Quoiqu'il en soit, la chute de Assad est un événement majeur pour le peuple syrien en lutte contre le régime depuis 2011 dans le cadre des Printemps Arabes.

C'est cette évidence que nous avons soulignée dans notre déclaration de décembre 2024 : « on a raison de se révolter ! » et la chute d'un dictateur est toujours une bonne chose.

Pourtant, cette évidence pour nous ne l'est pas pour tout le monde.

Il s'est trouvé, des militants pour **condamner** le soulèvement de décembre 2024. Alors pas n'importe quels militants bien sûr ; essentiellement la frange qui gravite autour du PRCF (Pôle de renaissance communiste en France) ou de l'URC (Union pour la reconstruction communiste, regroupement du Rassemblement Communiste et de l'ANC), des organisations qui existent surtout dans le Nord Pas de Calais et les Bouches du Rhône, issus du PCF vieille école, nostalgiques de Thorez (« il faut savoir arrêter une grève » en 1947), de Marchais (le bulldozer de Vitry contre un foyer de travailleurs immigrés en 1980), de Staline, Brejnev et aujourd'hui Poutine. Ceux que nous avons combattu, y compris physiquement dans les usines dans les années 80, jusqu'au licenciement de camarades en collusion entre la direction et ces syndicalistes véreux. Ceux qui défendent le drapeau tricolore, dans la même veine franchouillarde que Roussel, qui pensent que la Corée du Nord est un pays socialiste, comme Cuba (au nom de la juste lutte contre le blocus américain). Et qui ont toujours défendu Assad et la Syrie, le pseudo « Axe de la Résistance » autour de l'Iran fondamentaliste des mollahs, au nom du combat principal contre l'impérialisme américain. Et cerise sur le gâteau en arrivent aujourd'hui à soutenir Mélenchon et la France insoumise

Car ces militants représentent l'essence de ce qu'on appelle le « campisme » (voir le numéro précédent de Partisan Magazine, p31 ou la brève note en ligne https://ocml-vp.org/article2723.html), qui réduit les contradictions mondiales à une seule,

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

celle entre l'impérialisme américain allié aux européens et aux sionistes et le reste du monde.

Notre déclaration de décembre 2024 sur la Syrie n'a pas plu, mais alors vraiment pas, à l'un des militants de ce courant, une personnalité connue qui a vomi son fiel dans un mail diffusé largement, mais qui nous est parvenu, éclat de rire à l'appui. Nous le publions à la suite de la déclaration, accompagné de quelques commentaires, et d'un message de militants canadiens regroupés autour de la Maison Norman Béthune qui eux, ne se sont pas trompés et ont parfaitement compris la nature de ces pseudos militants révolutionnaires, vrais révisionnistes anti-ouvriers.

Notre déclaration du 9 décembre 2024

« SYRIE : LE TYRAN SANGUINAIRE EST TOMBÉ, MAIS LA RÉVOLUTION RESTE À VENIR ! »

C'est la fête à Damas, Alep, Homs, Deraa, dans toute la Syrie, et dans le monde entier parmi les réfugiés syriens. Le régime sanguinaire de Bachar El-Assad est tombé, les sombres prisons du régime ont été ouvertes et ce sont d'excellentes nouvelles. Ce criminel de masse n'avait rien de progressiste ni d'anti-impérialiste, contrairement aux affirmations de certains, et la vitesse avec laquelle il s'est effondré est bien la preuve de sa pourriture.

La principale force rebelle, le HTS, multiplie les signes d'apaisement en direction des Kurdes et des autres minorités, a géré sans trop de heurts la région d'Idlib, mais leur alliés temporaires et rivaux de l'ANS (téléguidés par la Turquie) semblent surtout vouloir en finir avec l'autonomie kurde du nord-est de la Syrie... Cependant, les rebelles des provinces de Deraa et Suweida qui ont marché sur Damas par le Sud, semblent, eux, porter majoritairement un projet démocratique. Et, bien sûr, il y a les « Forces démocratiques syriennes », dirigées par les Kurdes du Rojava, qui portent un projet progressiste voir révolutionnaire et représentent peut-être la seule force politique porteuse d'espoir. Mais la situation est encore confuse, et nous ne nous avancerons pas à affirmer des certitudes. Personne ne sait encore quel régime va prendre la suite, on notera simplement que le chef du gouvernement et l'administration ont été maintenus en place et que le HTS veut éviter toute provocation face à l'impérialisme occidental. Espérons que le peuple ne fera pas les frais d'une nouvelle guerre entre factions réactionnaires.

Cette révolution va-t-elle aboutir à un régime islamiste comme la révolution iranienne de 1979 ? Les rebelles de HTS, milice issue d'Al-Qaïda, se présentent comme modérés et cherchent l'appui de l'occident. Mais Khomeiny, avant de consolider son pouvoir, avait aussi donné des gages. Vont-ils évoluer comme les Talibans revenus au pouvoir en Afghanistan en 2021, qui se sont présentés en gentils démocrates pour déboucher sur l'intégrisme le plus sordide ? Et le HTS ne va pas jusqu'à se prétendre démocrate... Le peuple syrien n'est donc pas encore libre. Il s'est débarrassé de son principal bourreau, mais parmi ceux qui convoitent le pouvoir, certains sont de futurs tyrans.

La révolution syrienne a démarré en 2011, dans la ville de Deraa au sud du pays, et ce fut une révolte populaire, qui mobilisa tout le pays. Une révolte prolétarienne, « plus forte et plus longue que la Commune de Paris », comme le déclarait Omar Aziz, lui qui a lancé la création des « comités locaux », présents partout, du nord au sud du pays. La Syrie a été le sommet du « printemps arabe » démarré en Tunisie en décembre 2010. Elle a été aussi un sommet dans sa répression. La guerre de Bachar El-Assad contre son peuple a été conforme à ce qu'Engels écrivait après « Les journées de juin 1848 » à Paris : « La bourgeoisie a proclamé les ouvriers non des ennemis ordinaires, que l'on vainc, mais des ennemis de la société, que l'on extermine ».

Alors que la révolution populaire était noyée dans le sang et la torture par le régime d'Assad, les forces démocratiques ont été laminées et les islamistes ont pris le dessus dans le mouvement de rébellion. Cela arrangeait par ailleurs le régime de présenter tous ses opposants armés comme des terroristes et des djihadistes et de vouloir effacer les racines populaires et démocratiques du soulèvement. Mais en même temps, nombre de jeunes n'ont rejoint le HTS que parce c'était la seule force efficace contre le régime sans vraiment partager son idéologie.

Les alliés du bourreau de Damas, et ennemis du peuple syrien, sont aujourd'hui affaiblis : L'Iran et

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

le Hezbollah, frappés par Israël ; la Russie, occupée par son occupation en Ukraine... C'est ainsi que les guerres mènent à des révolutions…

Les travailleuses et travailleurs syriens peuvent profiter de la chute de la dictature sanglante, et des promesses des rebelles vainqueurs, pour s'organiser. Nous souhaitons au peuple syrien de trouver un chemin vers la démocratie et l'indépendance véritable, sans se laisser subjuguer par les forces réactionnaires, islamistes, pro-impérialistes et pro-sionistes.

Quant au peuple palestinien, contrairement à ce que répètent certains, il n'a pas perdu un allié. Qu'on ne s'y trompe pas, le régime Assad n'a jamais été un ami de son combat. En 1976, s'il envahit le Liban, c'est pour frapper les mouvements palestiniens de concert avec les Phalangistes. En 2012, il a massacré les Palestiniens du camp de Yarmouk qui avaient rejoint la révolte. Derrière un antisionisme de façade, la Syrie Baasiste était bien un de ces Etats arabes réactionnaires ennemis des peuples en lutte. Le peuple palestinien ne peut espérer triompher en s'appuyant sur un tyran sanguinaire contre un autre : cela finira toujours par se retourner contre lui ! C'est encore la même chose avec l'Iran des Mollahs aujourd'hui !

Liberté syndicale et politique
pour les Syriennes et les Syriens !
Egalité femmes-hommes !
Syrie laïque, libre
des ingérences étrangères !
Solidarité anti-impérialiste
des peuples !
Justice sociale, non au capitalisme,
islamique ou non !
Maintien de l'accueil et de l'asile
pour les réfugiés syriens !
La révolution mondiale
ne fait que commencer !

Voilà donc ce que nous avons écrit et qui reste tout à fait d'actualité six mois plus tard.

Et voilà ce qu'en a retenu Roland Diagne (qui fricote donc entre le PRCF et l'URC) dans un mail daté du 10 décembre à 15h49, le lendemain donc – il devait être bien énervé. Roland Diagne, c'est une personnalité de Tourcoing, un ancien professeur d'histoire à la retraite, très actif depuis toujours à la CGT et dans le soutien aux sans-papiers, militant sénégalais de Ferñent et aujourd'hui de PASTEF au Sénégal, candidat malheureux à la candidature pour les élections dans son pays, débarqué par d'autres bureaucrates sans doute plus malins
Voici donc ce qu'il écrit, fautes incluses (précisons que ce n'est pas un fake, nous avons le mail entre nos mains) :

« Voilà une déclaration pro-sioniste et pro-djihadiste au-delà du verbiage et donc pro-impérialiste US/UE/OTAN.
Pas un mot sur le génocide perpétré par Israël ? Pas un mot sur l'hégémonie US comme la contradiction principale.
Oser écrire une telle absurdité est très significative de la confusion européiste chauvine sur les pouvoirs bourgeois et/ou féodaux souverainistes ou compradores : « La guerre de Bachar El Assad contre son peuple a été conforme à ce qu'Engels écrivait après « Les journées de juin 1848 » à Paris : « La bourgeoisie a proclamé les ouvriers non des ennemis ordinaires, que l'on vainc, mais des ennemis de la société, que l'on extermine ».
Ces idiots utiles à l'impérialisme US/UE/OTAN sont pour un monde sous hégémonie unilatéral contre le monde multilatéral ou multipolaire porté par les BRICS.
Quel culot abject de mêler Engels avec cette comparaison stupide avec les journées ouvrières de juin 1848 de ce front melting pot djihado-terroristes soutenus par les impérialistes, la bourgeoisie ottomane turque, Israël sans oublier l'occupation militaire US (zone pétrole) et Turque ainsi que l'info que les nazis ukrainiens renvoient l'ascenseur aux djihadistes mercenaires en Ukraine.
Les dessous de cette chute d'Assad révèlent de plus en plus une corrélation conjoncturelle entre plusieurs intérêts qui menacent de libyaniser de la Syrie. Wait and see.
Sous son apparence gauchiste, OCML VP révèle son opportunisme pro-impérialiste, sioniste, Otomanien et djihado-terroriste.
On y reviendra. »

Et bien nous voilà rhabillés pour l'été Tout d'abord, à l'évidence, Roland Diagne ne connaît pas nos positions qui n'ont pas changé sur l'essentiel depuis 45 ans. Nous n'avons rien à dire à ce monsieur, mais nous pouvons inviter tous les lecteurs

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

intrigués par la prose de ce sieur à consulter notre site internet (https://ocml-vp.org) qui comporte plus de 2600 articles sur tous ces sujets.
Nous résumons donc : pro-impérialistes US/UE/OTAN – sionistes – djihadoterroristes – ottomaniens (c'est le soutien à Erdogan, on imagine), Roland Diagne imagine peut-être que ses éructations colériques peuvent convaincre un quelconque militant sensé ? Que l'accumulation imbécile et vulgaire d'insultes fait office de démonstration ? Une seule chose est sûre : RD a totalement oublié le soutien aux peuples en lutte, la contradiction entre bourgeoisie et prolétariat, ou entre bourgeoisies des pays dominés et leurs peuples. Voilà donc un prétendu marxiste qui ne fait plus référence à la lutte des classes, et en arrive donc fort logiquement à soutenir un ou des camps bourgeois contre un autre.

Ce courant a malheureusement une certaine importance dans notre pays, dans le mouvement syndical, et fait un tort considérable au mouvement ouvrier et effaçant les contradictions de classe. Roland Diagne conclut son mail par « on y reviendra », qu'il se rassure, nous aussi.

Enfin, pour conclure sur une note positive et sur des camarades qui ne se trompent pas, nous publions une prise de position des camarades canadiens regroupés autour de la Maison Norman Béthune après l'effondrement du mouvement maoïste au Canada :

« Maison Norman Bethune 14 décembre
Il est plutôt navrant de lire les réactions des révisionnistes et autres partisans du prétendu « axe de la résistance » sous la botte des impérialistes russes, à la suite du renversement du régime de Bachar el-Assad.
Ces gens-là (et leurs organisations) commentent en long et en large le rôle - réel ou présumé - de l'impérialisme US, de l'État d'Israël, des impérialistes européens, du gouvernement turc et d'un tas d'autres forces potentiellement impliquées dans les récents événements en Syrie.
Étrangement, il manque toujours un joueur - une force pourtant déterminante - dans leurs grandes analyses : savoir les masses populaires elles-mêmes. C'est comme si celles-ci ne seraient jamais que des pions, manipulables et toujours manipulées.
Nous disons « étrangement » mais en réalité, ce n'est pas si étrange que ça : cela reflète une vision du monde dominée par des théories du complot, selon laquelle les masses n'y sont jamais pour rien. Une vision aux antipodes de celle inspirée par le maoïsme, qui part du principe que le prolétariat et les peuples ont toujours raison de se révolter contre les réactionnaires.
Qu'en l'absence d'une direction prolétarienne authentique et dans le contexte régional et international actuel, le renversement du régime réactionnaire inféodé à l'impérialisme russe en Syrie n'ouvrira pas la porte au socialisme est une évidence (!). Il n'en reste pas moins que cette « gauche », qui a soutenu l'écrasement du soulèvement populaire de 2011 et le maintien au pouvoir du régime d'el-Assad, est encore et toujours du mauvais côté de l'histoire et une ennemie des peuples du monde. »

Voilà. Tout est dit.

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

LE PEUPLE KURDE À LA CROISÉE DES CHEMINS

CRISE DES MOUVEMENTS DE LIBÉRATION NATIONALE FACE AUX MENACES DE GUERRE MONDIALE

L'annonce de la dissolution du PKK le 12 mai 2025 est arrivée après la rédaction de cet article. Elle n'en change pas le fond, nous y reviendrons.

Pendant la guerre froide, la plupart des luttes de libération nationale avaient lieu contre l'Impérialisme US et ses alliés, les vieilles puissances coloniales d'Europe de l'Ouest. Les petites bourgeoisies qui dirigeaient la plupart des Front de Libération cherchaient le soutien de l'URSS et/ou de la Chine socialiste contre leurs oppresseurs. A l'époque, la Chine de Mao mettait en garde les peuples opprimés contre la duplicité de l'URSS, socialiste en paroles et impérialiste en fait, comme la guerre d'Afghanistan ou les interventions militaires soviétiques en Europe de l'Est l'ont confirmé.

Depuis la Chute du Mur, la situation internationale est devenue de plus en plus confuse pour les révolutionnaires. D'autant que dans la perspective d'une nouvelle guerre mondiale, les différents Front de Libération Nationale cherchent à utiliser les contradictions inter-impérialistes à leur profit, mais se retrouvent souvent instrumentalisés par des grandes puissances rivales qui ne les soutiennent que lorsqu'elles y ont intérêt et dans les limites étroites de cet intérêt, en cherchant à les transformer en mercenaires ou en proxys.

En Palestine, le Fatah de Mahmoud Abbas est devenu une force de collaboration avec l'occupant sioniste. Son principal concurrent, le Hamas qui se présente comme le parti de la résistance défend un projet de société ultra-réactionnaire. Des forces qui continuent à se réclamer du socialisme comme le FPLP s'allient au Hamas et se rapprochent de la dictature iranienne. En Ukraine, la résistance contre l'invasion russe est dirigée par une bourgeoisie libérale-autoritaire, alliée à des milices fascistes, soutenue par l'UE et par les USA (en tout cas jusqu'à l'élection de Trump). Les groupes de combattants anarchistes ou communistes engagés dans la résistance ukrainienne ne semblent pas avoir réussi à développer une autonomie militaire par rapport à l'armée de leur bourgeoisie.
En Kanaky le FLNKS qui lutte contre l'Impérialisme français maintient une référence au socialisme dans son nom, mais il est difficile de savoir si cette référence n'est pas seulement un vestige de la guerre froide que l'on maintient pour faire plaisir aux quelques anticolonialistes de gauche qui continuent à soutenir la lutte kanake depuis l'Etat français. Dans les faits, le FLNKS cherche aussi des soutiens internationaux un peu plus conséquents, et des délégations sont reçues par l'Azerbaïdjan, dont le dictateur Aliyev colonise, expulse et opprime les populations arméniennes de la région de l'Artsakh. Ajoutons qu'Aliyev est un allié privilégié d'Erdogan, de Netanyahou et de Poutine.

LE PKK DANS LA TOURMENTE

Et puis il y a le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) qui a été fondé en Turquie en 1978, en pleine guerre froide. Jusque dans les années 90, le Parti faisait référence au Marxisme-Léninisme,

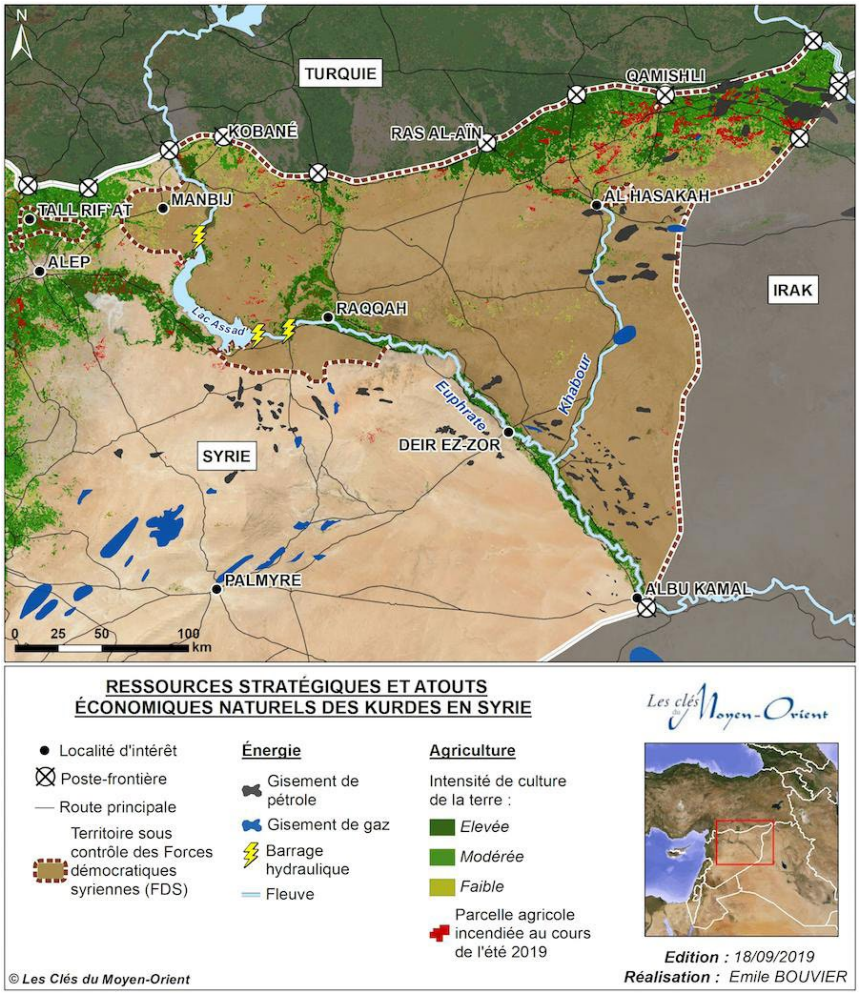
Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

sans doute pour les mêmes raisons qui poussaient le FLNKS a faire référence au socialisme. Dans les faits le PKK agissait en Front de Libération Nationale interclassiste, en concentrant ses coups sur les seuls grands propriétaires terriens organiquement liés à l'Etat turc.

Dans l'immigration kurde en France et en Allemagne il encourageait plutôt la collaboration de classe entre les travailleurs et les petits patrons (pour autant que ces petits patrons payaient leurs cotisations au Parti).
Après l'abandon du Marxisme-Léninisme, le PKK a commencé à développer un « nouveau paradigme révolutionnaire », qui se veut inspiré d'idéologues anarchistes comme Murray Bookchin et de l'expérience zapatiste au Mexique. Il prétend construire un « bon socialisme » en rupture avec le « socialisme réel » de l'ex-URSS. Sur le papier c'est un mélange d'autogestion, de fédéralisme, de féminisme, d'écologie et de défense des cultures autochtones (voir Partisan Magazine N°2 « A propos du confédéralisme démocratique »). Ce « nouveau paradigme » a suscité beaucoup d'intérêt dans les milieux altermondialiste et libertaire européen, surtout à partir de 2012, quand la guerre civile en Syrie a permis au Parti frère du PKK, le Parti de l'Union Démocratique (PYD) de prendre le contrôle du nord et du nord-est du pays et d'en faire un laboratoire de son idéologie. C'est ce qu'on a appelé en Europe l'expérience du Rojava.

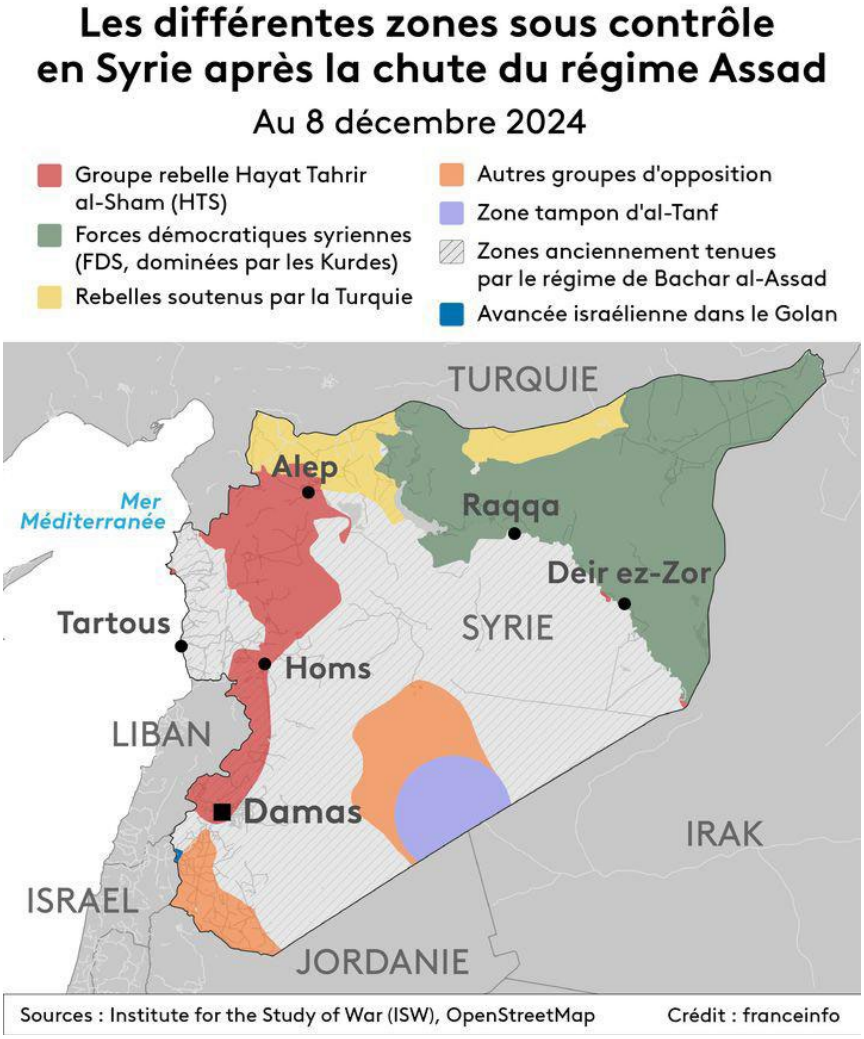
Entre 2012 et 2017, le PKK a renforcé ses liens militaires avec les principales organisations armées d'extrême gauche de Turquie dans un front militaire (le HBDH, Mouvement Révolutionnaire Uni des Peuples), pendant qu'une partie des militants de ces organisations rejoignaient au combat contre Daech en Syrie du Nord. Cela n'a pas été sans créer des remous au sein de ces organisations, puisque le PYD nouait dans le même temps une alliance avec les forces militaires US et françaises. C'est une des causes de la scission de 2016 au sein du Parti Communiste de Turquie Marxiste-Léniniste (donnant naissance à deux organisations opposées, le TKP/ML et le TKP-ML).

Il est important pour les révolutionnaires du monde entier d'y voir clair. L'Anatolie est actuellement l'un des principaux foyers de la lutte révolutionnaire à l'échelle mondiale. Dans le contexte mondial de montée du fascisme et de menaces de guerre, le Rojava multiculturel apparait comme une lueur d'espoir pour beaucoup de progressistes dans le monde, et beaucoup y investissent leurs rêves d'une société anticapitaliste débarrassée des scories sanglantes et autoritaires des révolutions du XXème siècle. Dans la deuxième semaine de février 2025, 800 membres de 160 délégation d'une trentaine de pays ont participé à une réunion internationale à Vienne organisée par des organisations proches du PKK et du PYD, participant à la rédaction d'une Plateforme des Peuples d'Europe et visant à la constitution d'une nouvelle internationale. Le PKK diffuse à l'international un document élaboré en Janvier 2023 par son principal groupe théorique, l'Académie de la Modernité Démocratique, et intitulé



Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

« Opportunités et dangers de la Troisième Guerre Mondiale ». Ce document analyse les différentes contradictions entre « puissances étatiques » (USA, Russie, UE, Chine) et entre « forces nationalistes et mondialistes » au sein de chaque « puissance étatique » (en citant en exemple « Trump vs Biden » ou « Le Pen vs Macron »). Le document propose une ligne générale aux « mouvements populaires et démocratique » pour les années à venir et au niveau mondial afin de se constituer en « troisième force ». Aucun autre Mouvement de Libération Nationale à notre connaissance ne fait cela (à part nos camarades du Parti Communiste des Philippines, mais eux se situent dans la continuité des internationales ouvrières et communistes des deux siècles passés).



Dans le même temps, l'Etat turc a repris fin décembre 2024 ses discussions avec le leader du PKK emprisonné depuis 1999, Abdullah Öcalan. Erdogan voulait qu'il appelle unilatéralement le PKK a déposer les armes en échange d'une libération et d'un processus de paix aux contours flou. Il a effectivement signé une déclaration le 27 février mais en indiquant de s'il était souhaitable que le PKK dépose les armes, il ne pouvait le faire que si l'armée turque le faisait simultanément.

Le changement de régime en Syrie fait de nouveau subir une menace existentielle à la zone autonome contrôlée par le PYD et ses alliés (connue sous le nom d'Autorité Autonome du Nord et de l'Est Syrien AANES). Pour contrer cette menace et négocier leur survie, les principaux dirigeants kurdes (Saleh Muslim,, co-président du PYD, Ihlan Ehmed, co-ministre des affaires étrangère de l'AANES, Mazloum Abdi, commandant en chef des forces armées FDS) déploient une intense activité diplomatique, dans des directions parfois très inquiétantes, négociant avec le nouveau gouvernement pour une intégration des 10 000 combattants et combattantes FDS dans l'armée régulière et de l'Autorité Autonome dans le Nouvel Etat, rencontrant d'anciens alliés de Bachar (comme le parti PSNS qui organise une partie des minorités chrétiennes dans ses milices) et multipliant les contact avec le secrétaire d'Etat de Trump (Marco Rubio, un ultra-réactionnaire issu de l'extrême-droite cubaine de Miami) et même avec le gouvernement israélien qui occupe désormais le sud de la Syrie.

La question n'est pas nouvelle, elle s'est déjà posée dans la Chine maoïste des années 70 : jusqu'à quel point un pouvoir qui se veut révolutionnaire peut-il jouer des contradictions inter-impérialistes pour survivre sans perdre en même temps le soutien des peuples du monde. Sans même parler de la préservation des intérêts des travailleurs face à la pénétration du capital US, question qui s'est posé en Chine et qui se pose aujourd'hui au Rojava face à la volonté de Trump de mettre la main sur les champs de pétrole de Deir Ezzor. A cette différence que le caractère de front interclassiste du PYD limite les capacités de mobiliser les masses populaires contre les menaces de pénétration impérialiste, comme la gauche maoïste chinoise avait au moins essayé de le faire dans les années 70.

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

LE ROJAVA FACE AUX MENACES D'ANNEXION TURQUE

Pendant qu'Israël a profité de la chute de Bachar el Assad pour occuper la totalité de la région montagneuse du Golan au Sud, la Turquie bombarde l'AANES et cible les combattants et combattantes des FDS. Au sol, l'armée turque utilise les services de l'armée Nationale Syrienne (ANS), une coalition de milices formée à partir de l'ex-armée syrienne libre, de djihadistes divers et de mercenaires turcs et caucasiens. Certaines de ces milices ont même servi de légion étrangère pour Erdogan en Libye. De la mi-décembre à fin janvier les combats avaient déjà fait 550 morts, notamment lors de la bataille pour défendre le barrage de Tichrine. Les négociateurs de l'AANES essaient de détacher le nouveau gouvernement syrien dominé par HTS (ex-al Nosra) de son protecteur turc et des proxys pro-Turquie de l'ANS. Quant aux forces de Daech elles profitent de la confusion pour relever la tête (les cellules de Daech continuent à organiser la vie quotidienne des 10 000 prisonniers et prisonnières des camps de Al Hol et Al Roj).

Dans ce contexte Israël n'est pas une menace existentielle qui menace le Rojava, au contraire la menace d'une alliance de revers peut servir aux négociateurs de l'AANES de moyen de pression face au gouvernement HTS. C'est ainsi que début janvier Ihlan Ehmed a fait savoir via l'agence officielle Medya News que son homologue des affaires étrangères israélienne lui avait téléphoné pour échanger sur l'avenir de la Syrie. Puis le premier février, elle a donné une interview au Jerusalem Post où elle a déclaré qu'Israël faisait partie de la solution en Syrie et devait être impliquée dans la sécurisation du pays. Le 14 janvier le grand quotidien israélien d'opposition « Haaretz » généralement bien informé a publié un long article faisant état d'une offre de « partenariat ouvert » du PYD mais aussi du PKK en direction d'Israël.

Depuis l'accord du 10 mars entre l'AANES et le gouvernement de Damas, qui prévoie l'intégration des FDS dans la nouvelle armée, et de l'AANES dans le nouvel Etat, le partage du pétrole de Deir Ezzor, la création de zones de co-gouvernement (Achrafieh et Cheikh Massoud dans la banlieue d'Alep) ces discussions semblent suspendues.

CROSSROAD

Si pour le PKK et le PYD ces contacts répétés et ces promesses font partie d'une stratégie de survie fébrile et désespérée, leur concrétisation en alliance abimerait durablement l'image de la résistance kurde aux yeux des peuples et des progressistes du monde entier, au lendemain des massacres génocidaires à Gaza. Le peuple kurde est à la croisée des chemins, et comme dans les vieux blues, c'est toujours à la croisée des chemins que le diable surgit avec un pacte. Il ne faut surtout pas signer si on ne veut pas tout perdre à la fin.

Le peuple kurde, avec plus de 40 millions de personne reste le plus grand peuple sans état du monde. Comme le peuple palestinien, il subit l'oppression nationale, la colonisation, l'épuration ethnique, les massacres. Comme le peuple palestinien, il a besoin de la solidarité des peuples du monde. Les Etats colonialistes turc et israélien essaient d'instrumentaliser ces deux peuples martyrs et de les dresser l'un contre l'autre. Les révolutionnaires du monde doivent refuser et dénoncer ce jeu pervers. Cela veut aussi dire critiquer les directions petites-bourgeoises des mouvements de résistance kurde et palestinien quand ils rentrent dans un jeu où leurs peuples ne peuvent sortir que perdants. Notre solidarité pour les peuples et leur résistance doit être inconditionnelle, mais ne doit pas nous aveugler sur les alliances parfois désastreuses nouées par leurs directions. Le peuple palestinien n'a rien retiré de bon de l'alliance du Hamas avec la sanglante dictature iranienne, le peuple kurde n'a rien à espérer d'un partenariat du PKK avec le gouvernement génocidaire israélien.

Contrairement à ce que racontent les campistes, les peuples opprimés n'ont pas d'alliés parmi les Etats impérialistes et réactionnaires qui ne cherchent qu'à les utiliser dans leur futur conflit mondial. Comme dit un proverbe kurde, les peuples opprimés n'ont pas d'autre amis que leurs montagnes. L'autre allié des peuples opprimés, c'est les peuples du monde et le mouvement ouvrier et communiste international, même s'il est actuellement très affaibli, dispersé et désorienté. Cette solidarité ne s'exprime pas qu'avec des paroles encourageantes ou des critiques fraternelles (comme nous venons d'essayer de le faire !). Elle peut aussi être une source de soutien concret : on se souvient du rôle des combattants et combattantes internationalistes dans la lutte contre Daech.

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

CATASTROPHE = SOLIDARITÉ !

Il y a quelques dizaines d'années, on vivait dans le progrès, y compris le progrès social. Aujourd'hui, l'avenir est plutôt chargé de menaces de retours en arrière et de catastrophes. Mais les catastrophes sont déjà là : épidémies et guerres, dettes et extrême droite, inondations et incendies… En octobre dernier, inondations à Valence en Espagne. Du 7 au 31 janvier 2025, incendies à Los Angeles, aux USA. Traitant de ces deux événements, deux textes différents se rejoignent sur le fond. Ajoutons-y un livre sur une catastrophe bien plus longue, la guerre civile en Syrie, de 2011 à 2017. Voyons ce qui se passe dans les cas de catastrophes.

Le premier texte est un tract de L'Ouvrier, genre édito de Lutte Ouvrière, de novembre 2024[1]. Extraits.

VALENCE

Des milliers, peut-être même des dizaines de milliers de personnes, sont venues à pied, faisant des kilomètres, pour secourir, aider, des villages, des quartiers qui ont souffert de pluies incroyables qui ont tout ravagé. Voilà ce qu'il s'est passé en Espagne.
Le premier jour où on a vu cela, le gouvernement a demandé aux gens d'arrêter de venir, soi-disant pour laisser passer les secours qu'il devait envoyer : 1000 soldats étaient prévus. Mais le lendemain, c'est dix fois plus de jeunes, de retraités, de familles, qui sont venus, car tous se rendaient compte que les secours étaient très insuffisants.

Equipés de seaux ou de balais pour repousser la boue, ou portant des packs d'eau, des sacs de conserves, ou venus simplement avec leurs bras pour aider, des files incroyables de gens, pendant des heures, sont arrivées, des gens qui n'avaient pas subi la catastrophe alors que d'autres en étaient écrasés.
Devenant ridicule devant cet immense élan populaire, le gouvernement a alors décidé d'envoyer 10 000 soldats, et de mettre des bus à la disposition des celles et ceux qui, de toute façon, avaient décidé de venir apporter leur aide.
(...) Il y aurait de quoi faire des reportages chaleureux pendant des heures et des heures. Mais les chaines d'info ne s'intéressent pas à la solidarité. Quelques images et puis c'est tout. Alors qu'elles sont capables de rester des journées entières sur un viol, un crime, des violences de jeunes. Elles préfèrent nous montrer et remontrer les images des carcasses de bagnoles.

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

(...) La solidarité, l'entraide, ne comptent pas dans la logique du monde actuel. C'est l'argent, la force aussi, qui comptent. D'ailleurs, on nous le répète : rien n'est gratuit ! Mais ce n'est pas vrai. Des gestes généreux, et même des travaux gratuits, il y en a beaucoup. En France, un quart des personnes retraitées sont engagées dans une association, et y travaillent comme bénévoles, pour aider les autres, pour apporter du réconfort.
Il n'y a pas que les vieux qui éprouvent ce besoin. (…) Le nombre de jeunes de 25 à 34 ans qui se font bénévoles a presque doublé entre 2019 et 2022, il est passé de 10% à 18%.
Mais cela non plus n'intéresse pas les médias. En fait, il y a un choix qui est fait : c'est de nous montrer, presque uniquement, ce qui accable, ce qui écrase, ce qui nous oblige à accepter les choses comme une fatalité.
Eh bien, malgré ce matraquage, on peut voir, de temps à autre, la preuve que les sentiments gratuits, de générosité, de solidarité, sont toujours là. N'en déplaise au monde du fric et de l'égoïsme, qui ne voudrait surtout pas changer.

Ce premier texte constate un fait assez extraordinaire, une vérité tabou : il y a une spontanéité communiste de solidarité chez les travailleurs. Cette qualité entre en contradiction avec le rôle de l'État bourgeois, et avec le système de concurrence qui régit toute la société.

Le deuxième texte dit la même chose mais il va plus loin. Il montre le rôle clé de l'orientation politique et de l'organisation. C'est le témoignage de Promise Li, un « militant socialiste originaire de Hong Kong qui vit maintenant à Los Angeles »[2].

LOS ANGELES

Lorsque l'incendie Eaton a commencé à se retirer d'Altadena, je faisais partie de l'une des nombreuses équipes d'entraide auto-organisées déployées dans la région pour déblayer les décombres. C'est à ce moment-là que je suis entré en contact avec des membres de la communauté noire qui venaient de perdre leurs maisons. Ils étaient revenus presque immédiatement après avoir été évacués pour aider à organiser l'aide mutuelle pour leurs voisins. Mais ils ont été harcelés par la police alors qu'ils tentaient de rentrer chez eux. Des centaines de gardes nationaux californiens armés, appelés par la police et le shérif de Los Angeles, avaient en effet commencé à investir certains quartiers d'Altadena. L'ouest d'Altadena, le quartier historiquement noir de la ville où la plupart des décès ont été recensés jusqu'à présent, avait déjà été touché de manière disproportionnée par les incendies. Les habitant.e.s y avaient été invité.e.s à évacuer plusieurs heures après que les habitant.es des quartiers majoritairement blancs d'Altadena aient été informé.es.
(…) Los Angeles traverse une crise budgétaire, alimentée par une augmentation vertigineuse du budget de la police au détriment de presque tous les services essentiels, y compris la lutte contre les incendies.
(…) L'émergence de l'entraide à l'échelle de la ville ne s'est pas faite spontanément. Il y a eu une reconstitution du militantisme de gauche à Los Angeles à la fin des années 2010 et au début des années 2020 : protection contre les pandémies, défense des sans abris contre les descentes de police, réseau de riposte d'urgence pour la

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

défense des immigrés, mouvement « Black lives matter » et mouvement de solidarité avec la Palestine, autant d'occasions pour les gens de prendre goût à la défense du bien commun de la communauté et à la mobilisation politique.
(…) Au cœur du problème, la réduction des services sociaux pour combler le déficit budgétaire, alors même que les dépenses de la police continuent de grimper en flèche. Le partenariat politique entre les milieux de l'immobilier et la police est sans équivoque.
(…) Au plus fort des incendies de Palisades et d'Eaton, des activistes engagé.es dans l'aide mutuelle et des journalistes indépendant.es ont fait état de ratissages policiers contre des groupes de personnes sans logement. Dans le même temps, ils ont également constaté que divers services de sécurité, dont la Border Patrol et l'ICE [immigration and customs enforcement – contrôle de l'immigration et des douanes], procédaient à des rafles de travailleurs immigrés dans l'ensemble du comté.
(…) Les principaux médias et les autorités ont tenté de justifier cet afflux de forces de police en invoquant la nécessité d'arrêter les « pillards » alors même que le LAPD [Los Angeles Police Department] déclarait n'avoir « aucune information concernant des pillages ou d'autres activités criminelles dans les zones touchées ».
(…) Les Angelenos [les habitants de Los Angeles] ont su se protéger les uns les autres et maintenir leur ville en vie pendant les incendies grâce à l'une des plus vastes coordinations d'aide mutuelle que la ville ait connue de mémoire récente. Dès les premiers jours des incendies, un groupe Signal « LA Fires Mutual Aid » a connu un essor fulgurant, avec près d'un millier de membres, se propageant aussi rapidement sur les réseaux sociaux pour répondre aux situations d'urgence que les incendies de forêt. Parmi ces groupes figuraient des représentants d'organisations communautaires bien établies, qu'il s'agisse de groupes déjà anciens d'entraide pour la distribution de masques, de syndicats de locataires ou de foyers de travailleurs, mais aussi des personnes qui n'étaient pas encore organisées et qui souhaitaient apporter leur aide. (...) Des dizaines de milliers de personnes ont coordonné leur action à travers la ville. (…) De nombreuses organisations communautaires ont déjà pris l'initiative de se mobiliser en faveur de revendications spécifiques. Mais un programme et une stratégie politiques communs sont nécessaires pour les défendre et développer des mouvements ensemble dans tout Los Angeles.
De fait, un budget municipal abolitionniste [pour l'abolition de la priorité au budget de la police], pour Los Angeles et dans les villes du comté, ne serait pas pleinement réalisable sans une refonte radicale de notre système politique actuel. Mais c'est précisément de cela qu'il s'agit.
(…) Certains de ces objectifs sont tout à fait réalisables, mais leur réalisation complète nécessiterait une transformation révolutionnaire des institutions de notre ville. Ces incendies ont donné à Los Angeles un aperçu coûteux de ce que signifierait aujourd'hui l'alternative « socialisme ou barbarie » : soit nous radicalisons notre conception du changement politique, soit la nature pourrait nous éradiquer.

Notez bien cette phrase : « L'émergence de l'entraide ne s'est pas faite spontanément. » Elle contredit tous les anarchistes, libertaires et conseillistes !
Au départ, ce sont les militants, les associations, les organisations, qui amorcent la pompe de la solidarité. Ensuite, dès que cette solidarité agit massivement, elle est obligée elle-même de s'organiser, la spontanéité ne peut plus être spontanée, et inversement les organisations ne peuvent pas être efficaces sans la participation des non-organisés. Le système étatique policier est alors bousculé, le pouvoir de la bourgeoisie est contesté, et le besoin d'une alternative politique globale se révèle nécessaire.

Le troisième texte, un livre sur la Syrie, « donne la parole à ces Syriens et Syriennes qui, dès 2011, ont mené une véritable révolution » (4e de couv.)[3].

LA SYRIE

Omar Aziz, inspirateur des premiers comités locaux syriens, ferments de ce mouvement d'organisation, déclarait en 2012 [il est mort sous la torture en 2013] : « Nous n'avons rien à envier aux ouvriers de la Commune de Paris – ils ont résisté pendant 70 jours, et nous résistons encore après un an et demi » (p. 104). En réalité, les communes syriennes ont eu l'envergure temporelle des révolutions française et russe, elles ont vécu pendant plusieurs années. La Syrie a été le sommet du « printemps arabe » de 2011, et

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

le sommet de sa répression. La « semaine sanglante » a, elle aussi, duré des années. « En juillet 2017, on estime que 821 210 personnes ont été piégées dans au moins 34 zones assiégées à travers toute la Syrie » (p. 329). La guerre de Bachar El-Assad contre son peuple correspond à ce qu'Engels écrivait dans « Les journées de juin 1848 » : « La bourgeoisie a proclamé les ouvriers non des ennemis ordinaires, que l'on vainc, mais des ennemis de la société, que l'on extermine ».
Les auteurs du livre sont clairement libertaires, comme l'était Omar Aziz qui a énoncé la comparaison avec la Commune de Paris. C'est aussi que les partis du passé, nationalistes (anti- coloniaux), sociaux-démocrates (bourgeois de gauche), et communistes (liés à Moscou) avaient été neutralisés par Bachar et surtout s'étaient coupés du peuple… et d'une perspective révolutionnaire. Nos auteurs écrivent donc (page 46) : « Ce soulèvement de masse… ne résultait pas d'une mobilisation dirigée par des partis politiques. Il s'agissait plutôt d'une éruption de colère spontanée... ». Et page 89 : « La révolution syrienne n'a pas été menée par un parti d'avant-garde, pas plus qu'elle n'a été soumise à un contrôle vertical ».
Pourtant, le peuple est en quête d'une alternative (p. 88). Il faut aussi regretter « l'incapacité des forces révolutionnaires à atteindre une unité de principe ou d'ordre militaire » (p. 302). Est noté, même, le rôle de militants devenus révolutionnaires professionnels (p.90) : « Au cours des premières semaines de la révolution, à travers tout le pays, dans les quartiers, villages et villes, des comités de coordination ou tansiqiyat ont vu le jour… Ils étaient généralement constitués de jeunes hommes et femmes de la classe ouvrière et de la classe moyenne. Beaucoup d'entre eux ont quitté leur travail ou leurs études pour se consacrer à la lutte ».
Les syriens reprennent le slogan du printemps arabe, Solmiyyeh, solmiyyeh (Pacifique, pacifique). Même les sbires de Bachar se livrent immédiatement, dès les débuts à Deraa, à la répression la plus violente et la plus sadique. L'auto-défense s'organise spontanément, avec, entre autres, des soldats déserteurs. Obligés de faire la guerre pour avoir la paix ! Ces nouvelles initiatives militaires sont autant de tâches d'organisation supplémentaires pour les révolutionnaires.
Les travailleurs syriens sont clairement traités en « ennemis de la société que l'on extermine ». Crimes de guerre permanents, bombes à fragmentation, bombes-barils, gaz sarin… Les prisonniers sont systématiquement torturés, affamés, exécutés, jetés dans des fosses communes. Tout cela relève des « affaires intérieures » d'un Etat indépendant et ne concerne pas les gouvernements étrangers tel que le gouvernement français. Pourtant, en 2013, « l'expérience populaire de la révolution syrienne a bien failli avoir raison d'un des appareils sécuritaires les plus redoutés au monde » (p. 7). Alors les puissances impérialistes s'inquiètent du « danger islamiste », de la montée en puissance de Daech. La menace terroriste sert de couverture aux initiatives contre- révolutionnaires. Les bombardements US révèlent une vision allez large de la notion d'islamistes radicaux. Et à partir de septembre 2015, Poutine, entre Tchétchénie et Ukraine, cible les révolutionnaires syriens. Par contre, « personne n'a soutenu les révolutionnaires » (p. 14). « Aux côtés du prolétariat, il n'y avait personne d'autre que lui-même » (Karl Marx, Les luttes de classes en France, p. 24).
La leçon de Marx en 1848 reste d'actualité. En 1848, les ouvriers français « pensaient, à côté des autres nations bourgeoises, à l'intérieur des frontières nationales de la France, pouvoir accomplir une révolution prolétarienne. Mais les conditions de la production de la France sont déterminées par son commerce extérieur, par sa position sur le marché mondial et par les lois de ce dernier. Comment la France les briserait-elle sans une guerre révolutionnaire européenne, ayant son contre- coup sur l'Angleterre, le despote du marché mondial ? » (Les luttes de classes en France, p. 49).
Pour vaincre, il faut au minimum une guerre régionale, qui ébranle « le despote du marché mondial » ! Reste cette réalité extraordinaire : 34 petites « communes de Paris » ont résisté pendant des années en Syrie, avant d'être systématiquement massacrées.

Valence, Los Angeles, Syrie, trois catastrophes bien différentes, et dans les trois une constante, la solidarité populaire. Dans ce monde qui ne connaît que l'égoïsme et la concurrence, parfois la plus violente, un besoin de communisme est présent, partout, chez tous les peuples de la planète. Ce besoin va s'exprimer de plus en plus par la force des choses, ainsi que sa répression. Sachons le voir, le défendre, l'organiser. C'est notre seule chance face à ce monde-catastrophe.

1. L'Ouvrier n° 407, 3/11/2024 – louvrier.org
2. Entre les lignes, entre les mots – 9 février 2025. Spectre. 28 janvier 2025 : https://spectrejournal.com/after-the-fire/ Traduit pour ESSF par Pierre Vandevoorde https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article73492
3. Burning country – Au coeur de la révolution syrienne, Leila Al-Shami, Robin Yassin-Kassab, Ed. L'Echappée 2019, 368 pages, 18,00 €

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

CAMEROUN
RETOUR SUR LE MASSACRE DE MESSA DU 25 MAI 1955

Massacre oublié On connait désormais le massacre du 17 octobre 1961 à Paris par la police dirigée par Papon le collabo des nazis. On connaît les massacres de Sétif et Guelma en Algérie, le 8 mai 1945 (il y a 80 ans) lors des manifestations indépendantistes ayant suivi la capitulation de l'Allemagne nazie. On connaît (un peu) l'insurrection malgache de 1947 et les massacres coloniaux qui ont suivi…

Mais qui connaît le massacre de Messa au Cameroun ? Qui connaît l'existence du puissant mouvement colonial progressiste UPC (Union des Populations du Cameroun), dirigé après sa création par Ruben Um Nyobe tué en 1958 par l'armée française alors qu'il avait lancé l'insurrection armée et la guerre populaire pour la libération ? Qui connaît Osendé Afana, dirigeant de l'UPC, maoïste camerounais tué en 1966 (voir Partisan Magazine N°12 - https://ocml-vp.org/article2023.html) ?

Pour cette commémoration, nous republions un extrait d'un article disponible sur Internet (https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Cameroun-retour-sur-le-massacre-de-Messa-du-25-mai-1955-724808) écrit d'après le livre de Enoh Meymesse (le massacre de Messa, 1955).

Au rappel de l'histoire, nous comprenons mieux le soutien de Macron et de tous les gouvernements au sionisme fasciste et colonial… Jamais nous n'oublierons les responsabilités de l'impérialisme français dans la répression des peuples, jamais ils ne parleront en notre nom, jamais ils ne réussiront à empêcher la solidarité internationale des prolétaires et des peuples ! Impérialisme français, hors d'Afrique !

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Mercredi 25 mai 1955, à Yaoundé, l'armée coloniale tire sur des manifestants aux mains nues, en provenance du quartier de Mokolo, qui se rendent à l'Hôpital Central pour retirer le corps d'un boy assassiné par un colon trois jours avant. Il y a des morts. La ville est bouclée. Le couvre-feu est instauré, de 6 heures du soir à 6 heures du matin. Roland Pré, le Haut-Commissaire de la République Française au Cameroun, est enfin parvenu à noyer, dans le sang, la contestation du colonialisme, dans ce territoire sous tutelle des Nations Unies, à l'administration confiée à la France. Retour sur ce triste événement.

LES PRÉMISSES

Par un décret de Roland Pré du 19 février 1955, haut-commissaire de la France au Cameroun, les fonctionnaires sont autorisés à se munir d'armes et à utiliser la force pour empêcher l'UPC de se manifester à quelque endroit que ce soit au Cameroun.

Dès le mois de mars et le mois d'avril 1955, Roland Pré avait fait venir de Fort-Lamy (Ndjamena, Tchad aujourd'hui) des troupes militaires françaises en renfort de celles déjà présentes au Cameroun. Le 12, le 19 et le 20 mai, d'autres étaient arrivées, en provenance de Brazzaville et de Bangui.

De même, au mois d'avril 1955, il avait donné le feu vert à un parti soutenu par l'administration et dénommé Rassemblement du Peuple Camerounais, RPC, de disperser physiquement toutes les réunions et rencontres que l'UPC allait continuer à organiser. Abel Kingué, vice-président de l'UPC, s'était vu ainsi molesté, en région bamiléké, par les militants de ce parti, véritable milice à la solde de Roland Pré.

Dimanche 15 mai 1955, dans la ville de Mbanga, la troupe disperse violemment la population venue assister à un meeting de l'UPC. Celle-ci ne se laisse pas faire. Il y a une bagarre générale. Des manifestants comme des gendarmes sont blessés. Une semaine plus tard, à savoir le dimanche 22 mai 1955, toujours à Mbanga, 150 militants de l'UPC affrontent la police coloniale. Un gardien de la paix est grièvement blessé. Il succombera de ses blessures à l'hôpital.

Le même jour, le Front National, un autre parti protégé par Roland Pré, voit son meeting dispersé, cette fois-ci, par des militants upcistes, en réaction à l'attaque subie de la part du Rassemblement du Peuple Camerounais, RPC, quelques jours auparavant. La police coloniale procède à l'arrestation de plusieurs militants de l'UPC.

Lundi 23 mai 1955, un nouveau meeting de l'UPC est organisé à Nkongsamba. Des militants de Mbanga sont venus en renfort. Une bagarre se déclenche de nouveau avec les forces de l'ordre coloniales. Deux militants upcistes sont tués, tandis que plusieurs policiers et gendarmes sont grièvement blessés.

Le même 23 mai 1955 à Douala, dans la nuit, des groupes d'auto-défense upcistes se forment tout autour du siège de l'UPC pour en assurer la protection, car la police et la gendarmerie coloniales s'apprêtaient à l'incendier.

Le mercredi 25 mai 1955, en début d'après-midi, des militants upcistes attaquent la prison de New-Bell et libèrent de nombreux détenus. On estime le nombre de militants de l'UPC ayant participé à l'attaque à 1500. Pendant toute la journée, près de 3.000 militants de l'UPC dressent des barricades à travers la ville, en criant, à tue-tête, « Nous voulons la réunification et l'indépendance », font descendre de leurs automobiles tous les Blancs qui passent et les molestent. Deux Blancs sont tués. La police coloniale intervient, sept upcistes sont, à leur tour, tués.

À 19H, LE COUVRE-FEU EST DÉCRÉTÉ À DOUALA

Mercredi 25 mai 1955, toujours à Nkongsamba, une nouvelle bagarre éclate avec les forces de l'ordre coloniales. Par bonheur, cette fois-ci on ne déplore pas de morts.
Le même jour à Loum, les upcistes attaquent la prison où sont enfermés leurs camarades de parti. On dénombre environ deux cents manifestants. Six sont tués, tandis que cinq sont grièvement blessés. La route Douala/Nkongsamba est coupée.
Le jeudi 26 mai 1955, les forces de l'ordre coloniales attaquent, à l'aube, le siège de l'UPC, et procèdent à de nombreuses arrestations d'upcistes.

Le vendredi 27 mai 1955, plusieurs maisons aux alentours du siège de l'UPC prennent feu ; les upcistes accusent les forces de l'ordre coloniales, et estiment que c'est leur siège qui était visé.

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

Le même jour, la route Douala/Yaoundé est bloquée. Des militants upcistes brandissent des pancartes sur lesquelles on peut lire : « Blancs, rentrez chez vous, quittez notre pays ».
En région bamiléké, il est procédé à des destructions de ponts, à des coupures de routes et de lignes téléphoniques. Les militants upcistes brandissent les mêmes pancartes : « Blancs, rentrez chez vous, quittez notre pays ».

Le samedi 28 mai 1955, les militants du Rassemblement du Peuple Camerounais, RPC, détruisent la permanence de l'UPC à Bafoussam.
Le dimanche 29 mai 1955, les militants du Rassemblement du Peuple Camerounais, RPC, détruisent la permanence de l'UPC à Bafang.

LE MASSACRE DE MESSA LE 25 MAI 1955

Le 25 mai 1955, des Camerounais décident de retirer de l'hôpital central de Yaoundé, la dépouille mortelle d'un boy tué par un colon, quelques jours auparavant. Ils proviennent du quartier Mokolo. Ils sont des centaines, voire des milliers à converger vers l'hôpital central. Ils ont procédé à un important travail de mobilisation. Les colons ne veulent pas de cette levée de corps qui se transforme en une manifestation politique en faveur des nationalistes. Ils exigent que seuls les membres de la famille du défunt soient présents. Ce à quoi s'opposent les Camerounais. Ils estiment, pour leur part, que le décès de ce boy est un acte raciste, et que tout Camerounais est en mesure d'être tué de cette manière. En conséquence, ce sont tous les Camerounais qui sont concernés par cet assassinat. Dialogue de sourds.

Les colons, face à la détermination des Camerounais, font immédiatement appel à l'armée. Celle-ci arrive par camions entiers. Elle se poste à la hauteur de l'actuelle paroisse de l'Eglise Presbytérienne à Messa. Un officier français avance vers les manifestants. Il leur demande de s'arrêter. Ceux-ci, qui se trouvent déjà au niveau de l'école de filles de Messa (actuellement, Ecole Publique de Messa), lui rétorquent qu'ici, c'est le Cameroun, il n'a qu'à aller donner ses ordres, dans son pays, en France.

Derrière les manifestants se trouvent de nombreux gamins qui chantent : « hip ! hip ! nous allons à la guerre, hip ! hip ! nous allons à la guerre ». Chacun d'eux porte à l'épaule un bâton, en guise de fusil, et marche au pas. Le Français avance encore, et trace une ligne sur la chaussée, avec son sabre. Il leur dit, si vous franchissez cette ligne, je donne l'ordre de tirer. « Dépêchez-vous de donner votre ordre, rétorquent les Camerounais, nous sommes fiers de mourir comme notre frère dont nous allons retirer le corps. Pourquoi

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

n'avez-vous pas donné cet ordre hier quand les troupes d'Adolf Hitler marchaient dans les rues de Paris ? » Ceux-ci continuent d'avancer. Et les gosses continuent de chanter : « hip ! hip ! nous allons à la guerre, hip ! hip ! nous allons à la guerre ». Le militaire recule. Il trace de nouveau une ligne sur la chaussée, et répète aux manifestants de ne pas la franchir, sous peine d'être tués. « Tuez-nous, et vite », lui répondent ceux-ci, sans arrêter d'avancer. « Hip ! hip ! nous allons à la guerre, hip ! hip ! nous allons à la guerre ». Le militaire se tourne alors vers sa troupe. Celle-ci met un genou au sol, arme les fusils, met les manifestants en joue. Ces derniers, de leur côté, ne désemparent pas et entonnent plutôt le « Chant de ralliement » : « Ô Cameroun berceau de nos ancêtres/ autrefois tu vécus dans la barbarie/ comme un soleil tu commences à paraître/peu à peu tu sors de ta sauvagerie/ (la version originale de l'Hymne national) ». Courroucé, le Français lève le bras : « à mon commandement... feu ! ». La troupe tire plusieurs salves. C'est le carnage.

Une cinquantaine de Camerounais est fauchée par les balles des fusils. Le sauve qui peut est général. Certains fuient, le ventre ouvert, et en tenant leurs intestins en mains. En un rien de temps, la nouvelle du carnage envahit la ville. L'indignation et la révolte, du côté des Camerounais, sont au paroxysme. Toute la ville est bouclée par l'armée. Le couvre-feu est immédiatement décrété. Une automobile de l'administration, de marque Simca, modèle Aronde, munie de deux haut-parleurs, passe de quartier en quartier pour demander à la population de ne pas sortir de chez elle.

Personne n'est autorisé à quitter son domicile jusqu'au lendemain matin. La police passe la nuit à ratisser les quartiers « indigènes », selon la phraséologie de l'époque, à la recherche des « subversifs ». Aux alentours de 19 heures, l'armée entreprend le ramassage des corps des victimes et procède à leur inhumation dans une fosse commune creusée, à la hâte, par une pelle-chargeuse, à l'emplacement actuel du siège de l'Oceac, en face de la morgue de l'hôpital central de Yaoundé.
Des témoins oculaires avancent le chiffre de cinquante à cent corps ensevelis sous la lumière des phares d'un camion militaire.

Pendant plus de huit jours, le marché de Mokolo se ferme, aucun « indigène » ne voulant plus risquer sa vie en ces lieux. L'administration coloniale se retrouve obligée de ravitailler, quotidiennement, les fonctionnaires, en boîtes de sardines et en pains. A Douala, le lendemain du massacre, une fois la population informée du carnage de Yaoundé, celle-ci s'en prend à son tour aux Blancs. La situation est insurrectionnelle dans le pays. Des mandats d'arrêts sont délivrés à tour de bras. Ruben Um Nyobè, le secrétaire général de l'UPC, est accusé d'être à l'origine de ces « troubles », et en écope d'un. Pour ne pas se faire arrêter, il est obligé de se réfugier à Boumnyébel, son village natal, et, finalement, de gagner le maquis. La chasse à l'upciste est alors lancée à grande échelle.
Pour échapper à la furie française, un grand nombre d'upcistes se trouve obligé de se réfugier en « zone anglaise », ainsi que l'on appelle en ce temps-là le Southern Cameroon, c'est-à-dire les actuelles provinces du Nord-ouest et du Sud-ouest.
Le 13 juillet, un décret du gouvernement français interdit l'UPC et toutes ses organisations annexes : Udefec, « Union Démocratique des Femmes du Cameroun », Jdc, « Jeunesse Démocratique du Cameroun », etc.
Cette décision administrative, motivée par le désir de protéger les colons, aura des conséquences graves par la suite, pour l'évolution du Cameroun. Elle prive le pays de sa principale force de revendication. On parle même à l'époque de « décapitation » du mouvement nationaliste camerounais. Elle crée un profond vide politique dont vont bénéficier les colons, et qu'ils vont combler en suscitant la création de formations politiques régionalistes et acquises à leur cause, et avec lesquelles ils vont enfin consentir à parler d'indépendance - chose qu'ils avaient toujours refusé de faire avec l'UPC - étant totalement assurés du caractère fantoche de celles-ci.
Quelle suite avait-t-elle été réservée à ce massacre ? En temps normal, celui-ci aurait dû entraîner la création d'une commission d'enquête pour déterminer les responsabilités des uns et des autres. Les militaires qui sont venus, avaient-ils reçu l'ordre de tirer sur les manifestants en cas de refus, par ceux-ci, d'obtempérer ? On ne le saura jamais. Bien évidemment, il était hors de question que la France, de son propre chef, décidât de la création d'une telle commission. Mais, la France n'était que la puissance administrante du Cameroun, pour le compte des Nations Unies.
En d'autres termes, si les Nations Unies, de leur côté, avaient décidé la création d'une telle commission, la France n'aurait pas pu s'y opposer. Mais, pourquoi ne l'avaient-t-elles pas fait ?

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

LIRE & REGARDER

ANATOMIE DU CHAOS

TOM THOMAS

Éd. Critiques 2025, 200 pages, 18 €

Le dernier livre de Tom Thomas est le meilleur de tous. Il analyse (c'est l'anatomie) la situation actuelle (le chaos). C'est très politique et actuel de contenu, et très abordable sur la forme. Résumant son propos en introduction, il se présente en vieux soixante-huitard qui, derrière « la crise économique, la crise écologique, la crise géopolitique entre impérialismes », voit se profiler une vaste crise… révolutionnaire.

Le premier chapitre désigne l'ennemi, le capitalisme international. « Il ne s'agit pas d'une « polycrise », mais des « polyeffets » d'une crise ayant une cause première » (p. 13). Il explique qu'après les Trente Glorieuses de la reconstruction d'après-guerre, et la vague révolutionnaire des années 1968, la « troisième mondialisation n'a pu relancer la croissance mondiale que durant quelques décennies » (p. 20). Le capitalisme est au bout du rouleau, au bout de la planète, au bout du pillage de la Nature et de l'exploitation des travailleurs (taux de productivité et taux de profit).

Le deuxième chapitre pose la question de savoir si la science et la technique peuvent encore sauver ce système. Il balaie différents domaines, l'écologie, l'agriculture, la santé, la recherche scientifique, la conquête spatiale, montrant qu'ils se présentent tous en formes d'impasses. De même que les progrès servent d'abord à faire la guerre, les NTIC (nouvelles technologies de l'informatique et de la communication) et l'IA (intelligence artificielle) sont avant toute chose des outils de surveillance globale et de répression.

Le troisième chapitre, intitulé « Le chaos du

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

capitalisme sénile », résume le constat et annonce la solution. Il nous vaut quelques formules imagées. « Chaque fois que ses agents supérieurs [du Capital] tentent de guérir une de ses plaies, ils ne peuvent qu'en aggraver d'autres… Cette prétendue solution consiste à vouloir éteindre un incendie avec de l'essence (p. 94). « Dans la mythologie grecque, le khaos n'est pas la fin d'un monde, mais son début » (p. 105). Il faut « passer d'une destruction subie à une destruction organisée de telle sorte qu'elle engendre un nouveau mode de production » (p. 107). « Une société communiste n'a encore jamais existé ». Plus loin (p. 143), il est expliqué qu'en Russie et en Chine n"existait pas encore la « condition matérielle indispensable à la réussite d'un processus révolutionnaire communiste ».
Le quatrième chapitre est consacré aux solutions pratiques, il s'intitule « Sortir du chaos ». On ne peut pas dire que ce point est escamoté, c'est le chapitre le plus long, il occupe à lui seul 40 % du texte. C'est pour ce chapitre qu'il faut acheter et qu'il faut lire ce livre ! Il est remarquablement juste lorsqu'il affirme d'emblée que toutes les luttes dispersées, sur des fronts et des pays différents, ne vaincront qu'en s'unissant sur un programme global, communiste, même si ce mot a été gravement pollué par les « staliniens ».
Ce chapitre est aussi celui qu'on aimerait approfondir sur certains points. Par exemple, n'y a-t-il pas une contradiction entre constater la transformation des forces productives en forces destructrices, et faire de ces forces productives la « condition matérielle indispensable à la réussite » ? Un des objectifs communistes est la « fin du travail », mais est-ce que la formule est juste puisqu'il s'agit plutôt de la fin du caractère contraint et déshumanisant du travail, et sa transformation en « libre développement de chacun », au service de tous ? Enfin, parmi les motifs d'espoir, pourquoi ne pas citer, plus explicitement que par une brève mention (p. 165), la vague féministe mondiale de ces dernières années, comme symptôme de la profondeur de la révolution qui s'annonce et qui ne remet pas seulement en cause la propriété privée mais la vie privée ?

Une citation du jeune Marx résume bien la démarche politique du (vieux) Tom Thomas (p. 142) : « En 1843, Marx écrivait à Ruge, avec qui il collaborait alors : Vous ne me direz pas que je me fais une trop haute idée du temps présent, et si, malgré tout je ne désespère pas de lui, c'est que sa situation désespérée est précisément ce qui me remplit d'espoir ».

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

FANON

Un film de JEAN-CLAUDE BARMY

Frantz Fanon (1925-1961) est un psychiatre martiniquais. Combattant de la France libre pendant la deuxième-guerre mondiale (où il rencontrera déjà le racisme avec le refus de participer à la Libération de Paris pour les tirailleurs sénégalais, avec le « blanchissement » des troupes par de Gaulle), auteur d'un premier essai remarqué sur le racisme et l'aliénation qui en découle (« Peau noire, masques blancs »), il prend son premier poste de médecin à l'hôpital psychiatrique de Blida en Algérie en 1953. Il y met en place des méthodes thérapeutiques novatrices.

La guerre d'Algérie éclate. Il rencontre le dirigeant indépendantiste Abane Ramdane, démissionne de son poste fin 1956 en expliquant que la société coloniale est structurellement pathogène, et qu'on ne peut soigner ses victimes qu'en luttant contre la colonisation. Il part à Tunis, prend la nationalité algérienne, et devient un des portes paroles du FLN, auteur de nombreux textes théoriques et journalistiques. Il meurt d'une leucémie quelques mois avant l'indépendance. Le biopic du réalisateur guadeloupéen Jean-Claude Barny essaie de résumer en 2 heures, de façon pédagogique, la vie (brève) et la pensée (foisonnante) du docteur Fanon en se concentrant sur sa période algérienne, ses liens avec les soignants et soignantes, avec les malades, avec le FLN, avec son épouse et camarade Josie Dubié.

Le film a suscité au moins deux polémiques depuis sa sortie le 2 avril.
La première semaine le film n'est sorti que dans 70 salle et l'équipe du film a déploré une censure de fait notamment de la part du réseau MK2. Rapidement, le film a suscité un fort engouement porté notamment par la diaspora afro-antillaise, fière de cette belle figure de son histoire révolutionnaire qu'était Fanon.

Par la suite une autre polémique a éclaté autour de l'interview du réalisateur sur Radio J, un média connu par ailleurs pour les propos violemment pro-Netanyahou et anti-palestiniens qui y sont régulièrement tenus. Le film a été attaqué par certains militants et militantes décoloniaux autour de l'importance donné au personnage du docteur Jacques Azoulay, qui à 21 ans en 1948 avait combattu dans l'armée israélienne. D'autres (et souvent les mêmes) se sont ému de la scène ou Abane Ramdane, ami de Fanon, est assassiné par ses rivaux au sein du FLN. Le film s'est retrouvé accusé de cultiver à la fois un point de vue pro-israélien et anti-FLN, alors que dans les faits le docteur Azoulay était bien l'assistant du docteur Fanon et un de ceux qui ont témoigné de son action en Algérie. Quant à Abane Ramdane, il a bien été assassiné par une faction du FLN, assassinat que son ami Fanon a été sommé de présenter comme une mort au champ d'honneur contre l'armée française.

Abane Ramdane était un révolutionnaire algérien partisan du principe « le Parti commande au fusil ». Il a essayé de s'opposer aux courants militaristes du FLN en organisant le congrès de la Soummam (1956) où ont été affirmé le refus de la violence aveugle contre les civils et le projet d'un Algérie multiculturelle. Son assassinat par les « colonels » du FLN est une étape de la confiscation de la révolution algérienne par une petite bourgeoisie bureaucratique. Passer sous silence le conflit de loyauté que cette mort a provoqué chez Fanon, fervent partisan de la morale en politique, en particulier face à la violence révolutionnaire, c'est comme faire un film sur Mohamed Ali sans parler de l'assassinat de Malcom X.

Une critique plus pertinente du film porte sur son idéalisme et son irréalisme : il montre les massacres de l'armée française sans vraiment faire sentir les effets de ces massacres sur l'ensemble de la société coloniale. Tout semble fonctionner comme d'habitude. Fanon continue à dire ouvertement tout ce qu'il pense à son directeur, à des étudiants racistes qui lui jettent des bananes, aux militaires, aux militants du FLN. Sa femme continue à prendre des photos comme si de rien n'était. Il soigne un officier tortionnaire qui a tenté d'assassiner sa propre femme et parvient presque à le guérir du racisme, en tout cas à le rendre inapte à servir l'armée coloniale. Si le docteur Fanon avait pu accomplir de tels miracles, il n'aurait pas eu besoin de rejoindre le FLN !
Fanon a toujours affirmé que le racisme était nécessaire au colon pour qu'il puisse se regarder dans sa glace, mais que la déshumanisation de l'autre le plongeait à son tour dans des contradictions insolubles. Et inguérissables au niveau individuel. Leçon toujours valable face aux sionistes génocidaires

Cet exemplaire numérique fait partie d'un abonnement payant. Merci de soutenir sa parution

À lire tous les mois

PARTISAN

BULLETIN DE L'OCML VOIE PROLÉTARIENNE

UN BULLETIN AU CŒUR DES COMBATS OUVRIERS ET POPULAIRES

À télécharger sur ocml-vp.org ou à recevoir par e-mail en s'inscrivant sur notre site à notre newsletter

www.ouvalacgt.over-blog.com

À commander

Brochures

- **1871. Au nom du peuple la Commune est proclamée!**
- **Plate-forme de lutte pour l'emploi**

Nos autocollants, à commander à contact@ocml-vp.org pour redécorer les murs de ton quartier et/ou de ta ville! Le prix varie selon la quantité!

Les librairies où trouver Partisan Magazine

Librairie Transit
45 Bd de la Libération
13001 Marseille

Brouillon de Culture
29 rue Saint-Sauveur
14000 Caen

L'Antidote
88, rue Avron
18000 Bourges

Librairie Terra Nova
18 Rue Léon Gambetta
31000 Toulouse

Librairie Vent d'Ouest
5 place du Bon Pasteur
44016 Nantes BP 31626

Librairie La charrue
28 rue de Couéré
44110 Chateaubriant

Librairie Les Nuits Bleues
21, rue Maillé
49100 Angers

Librairie Torcatis
10, rue Mailly
66000 Perpignan

Librairie Terre des Livres
86 rue de Marseille
69007 Lyon

Librairie Le Point du Jour
58, rue Gay-Lussac
75005 Paris

Librairie La Brèche
27, rue Taine
75012 Paris

Librairie Le Rideau Rouge
42, rue de Torcy
75018 Paris

Page et Plume
4, place de la Motte
87000 Limoges

Espace El Doggo
22, rue de la Loi
87000 Limoges

Librairie Envie de Lire
16, rue Gabriel Péri
94200 Ivry-sur-Seine

Librairie Aurora
Avenue Jean Volders 34
1060 Saint-Gille - Belgique

Librairie Le Gai Savoir
79, avenue Farhat Hached
Place Barcelone
Tunis - Tunisie

Abonnements

S'ABONNER POUR 3 NUMÉROS À *PARTISAN MAGAZINE*

	SOUS PLI	OUVERT	FERMÉ
1 exemplaire		15 €	25€
2 exemplaires		21 €	35 €
3 exemplaires		27 €	45 €

★

NOUVEAU!

ABONNEMENT NUMÉRIQUE

Recevez votre mag par mail

3 numéros : 10 Euros

Flashez pour vous abonner en ligne!

Paiements par chèque à l'ordre de :
VP-PARTISAN
BP N° 133
93213 Saint Denis la plaine cedex
CCP : 00020628901 CCM Saint Ouen

Identifiant international de compte (IBAN)
FR76 1027 8061 4500 0206 2890 116

Identifiant International de l'établissement (BIC)
CMCI FR 2A

PARTISAN MAGAZINE

1 Éditorial – C'est l'époque de notre démocratie !
3 Contre la convergence des luttes !
6 Où est passée la CGT ?
9 Contre le racisme et le fascisme
11 Covid Long, Chut ! Désastre sanitaire en cours...
16 Trump, la Chine et le monde... Mais il se passe quoi ?
21 La mondialisation
24 Rencontre internationale anti-guerre à Athènes
26 Pour une Palestine démocratique, libre, laïque
29 La chute d'Assad en Syrie
33 Le peuple kurde à la croisée des chemins
37 Catastrophe = solidarité !
41 Cameroun, retour sur le massacre de Messa
45 Lire & regarder

ABONNEZ-VOUS !

PARTISAN MAGAZINE est la publication de l'OCML Voie Prolétarienne.
Son objectif ? Donner des outils de compréhension politique et théorique pour toutes les personnes qui luttent au quotidien contre ce système qui broie nos vies et ne nous offre aucun avenir autre que la misère et la guerre.
Le meilleur moyen de nous soutenir et de soutenir ce magazine est de vous abonner.

— Plus d'infos page 49 —

Partisan Magazine n°26 sortira à l'automne 2025